

# Banque HSBC Canada

**Rapport intermédiaire du premier trimestre de 2023**



## Performance de la Banque HSBC Canada pour le premier trimestre de 2023

### Trimestre clos le 31 mars 2023

Total du résultat d'exploitation

677 M\$

(570 M\$ en 2022)

↑ 19 %

Bénéfice avant la charge d'impôt  
sur le résultat

309 M\$

(292 M\$ en 2022)

↑ 5,8 %

Bénéfice attribuable  
à l'actionnaire ordinaire

205 M\$

(203 M\$ en 2022)

↑ 1,0 %

### Au 31 mars 2023

Total de l'actif

123,3 G\$

(128,3 G\$ au 31 déc. 2022)

↓ 3,9 %

Ratio des capitaux propres  
ordinaires de catégorie 1<sup>1</sup>

12,4 %

(11,6 % au 31 déc. 2022)

↑ 80 pb

En guise de commentaire sur les résultats, Linda Seymour, présidente et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a fait la déclaration suivante :

« L'exercice a débuté en force et nous avons enregistré une excellente performance malgré l'importante volatilité à l'échelle mondiale au cours du trimestre. Nous avons continué de tirer avantage de la forte amélioration de notre bilan en 2022 ainsi que des majorations de taux pratiquées par la banque centrale. Par rapport au premier trimestre de 2022, nous avons également constaté une augmentation des soldes des dépôts et des activités des clients du courtage en ligne du secteur Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, des transactions bancaires dans le secteur Services bancaires internationaux et des prêts et des dépôts dans le secteur

Services aux entreprises. Nous remercions notre équipe pour ses accomplissements et son dévouement envers nos clients pendant cette période particulière dans le contexte de l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada.

Au cours de l'exercice à venir, nous prévoyons que la conjoncture sera plus difficile étant donné les perspectives économiques. Comme toujours, nous demeurons entièrement dédiés à nos clients, les soutenons dans la réalisation de leurs projets et les aidons à surmonter les obstacles, sur les plans personnel et professionnel. »

<sup>1</sup> Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de capital » figurant dans le rapport de gestion pour obtenir la définition de cette expression.

## Prix et reconnaissances

Meilleure banque pour le financement du commerce international et meilleure banque pour la qualité des services au Canada  
*Euromoney (2023)*

## Table des matières du rapport intermédiaire

En bref	1
Rapport de gestion	3
États financiers consolidés	42
Notes annexes	47
Renseignements à l'intention des investisseurs	54

## Nos secteurs d'activité mondiaux<sup>1</sup>

Notre modèle d'exploitation s'articule autour de quatre secteurs d'activité et d'un centre général qui bénéficie du soutien de plusieurs fonctions d'entreprise et de nos équipes responsables des services numériques.

### Services aux entreprises (« SE »)

Nous offrons aux entreprises clientes des produits et services bancaires afin de les aider à mener leurs activités et à croître. Notre clientèle hautement diversifiée va des petites entreprises aux grandes sociétés internationales.

### Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »)

Nous offrons à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et de services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur propose aussi une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés à nos clients présents sur la scène internationale.

### Services bancaires internationaux (« SBIM »)

Nous fournissons des produits et services financiers aux grandes sociétés, aux administrations publiques et aux institutions. Nos nombreux produits et solutions peuvent être regroupés et personnalisés afin de répondre aux objectifs spécifiques des clients, et ce, qu'il s'agisse de la mobilisation de capitaux sur les marchés des titres de créance, du commerce international, du financement des comptes clients ou de la gestion des liquidités et de la trésorerie à l'échelle mondiale.

### Marchés et Services liés aux valeurs mobilières (« MSVM »)

Nous permettons à nos clients, tant les grandes sociétés que les institutions, d'accéder aux marchés financiers et aux liquidités, de trouver des occasions d'investissement, de gérer les risques et d'effectuer des transactions facilement. Nous regroupons les solutions de financement, les ventes et la négociation, la recherche, la compensation et le règlement des paiements.

### Trimestre clos le 31 mars 2023

#### Total du résultat d'exploitation

310 M\$	↑ 11 %	281 M\$	↑ 29 %	60 M\$	↑ 28 %	22 M\$	↓ 15 %
(280 M\$ en 2022)		(217 M\$ en 2022)		(47 M\$ en 2022)		(26 M\$ en 2022)	

#### Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

207 M\$	↓ 4,6 %	98 M\$	↑ 63 %	39 M\$	↑ 70 %	9 M\$	↓ 31 %
(217 M\$ en 2022)		(60 M\$ en 2022)		(23 M\$ en 2022)		(13 M\$ en 2022)	

### Au 31 mars 2023

#### Actifs associés aux prêts liés aux clients<sup>2</sup>

37,7 G\$	↑ 2,2 %	36,2 G\$	↓ 1,3 %	4,2 G\$	↓ 6,7 %	Néant
(36,8 G\$ au 31 déc. 2022)		(36,7 G\$ au 31 déc. 2022)		(4,5 G\$ au 31 déc. 2022)		(néant au 31 déc. 2022)

<sup>1</sup> Nous gérons nos activités et en déclarons les résultats en fonction de quatre secteurs d'activité. Les résultats consolidés de la Banque HSBC Canada présentés à la page précédente englobent également ceux du centre général (voir la page 15 du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet). Le centre général n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les chiffres indiqués ci-dessous donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité. Les résultats équivalents pour le centre général sont les suivants : total du résultat d'exploitation de 4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023 (total du résultat d'exploitation de néant pour le trimestre en 2022), bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat de (44) M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023 (perte de (21) M\$ pour le trimestre en 2022) et actifs des clients de néant (néant en 2022).

<sup>2</sup> Les actifs associés aux prêts liés aux clients comprennent les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

## Table des matières du rapport de gestion

	Page
Base d'établissement	3
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	3
À propos de la HSBC	4
Utilisation de mesures financières supplémentaires	5
Faits saillants financiers	6
Performance financière	7
Évolution de la situation financière	11
Nos secteurs d'activité	12
Sommaire de la performance trimestrielle	15
Survol et perspectives économiques	17
Faits nouveaux en matière de réglementation	19
Questions comptables	19
Arrangements hors bilan	19
Instruments financiers	20
Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière	20
Transactions avec des parties liées	20
Risques	20

### Base d'établissement

La Banque HSBC Canada, ainsi que ses filiales (collectivement, la « banque », la « HSBC »), est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings (le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ») est désigné comme la société mère et ses filiales.

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer notre situation financière et nos résultats d'exploitation du trimestre clos le 31 mars 2023, en comparaison avec ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion devrait être lu à la lumière de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et des notes annexes du trimestre clos le 31 mars 2023 (« états financiers consolidés ») ainsi que du *Rapport et états financiers annuels 2022*. Ce rapport de gestion est daté du 27 avril 2023, date à laquelle notre conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Les « notes » dont il est question tout au long de ce rapport de gestion renvoient aux notes annexes des états financiers consolidés du trimestre clos le 31 mars 2023.

La banque a établi ses états financiers consolidés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et ces états devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2022 de la banque. Ces derniers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (« BSIF »), comme l'exige le paragraphe 308(4) de la Loi sur les banques. Certaines sections du présent rapport de gestion, soit celles marquées d'un

astérisque (\*), font partie intégrante des états financiers consolidés ci-joints. Les abréviations « M\$ » et « G\$ » signifient millions et milliards de dollars canadiens, respectivement. À moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Nos documents d'information continue, dont les documents intermédiaires et annuels que nous déposons, sont disponibles par voie d'un lien sur le site de la banque, au [www.hsbc.ca](http://www.hsbc.ca) et sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Les documents sont également déposés conjointement avec les suppléments de prospectus de la banque sur le site National Storage Mechanism de la Financial Conduct Authority (« FCA ») du Royaume-Uni, au [www.data.fca.org.uk](http://www.data.fca.org.uk), et sur celui de la Bourse de Londres, au [www.londonstockexchange.com](http://www.londonstockexchange.com). Il est possible d'obtenir tous les renseignements sur les activités et les résultats financiers de HSBC Holdings et du Groupe HSBC, ce qui englobe la Banque HSBC Canada, de même que toutes les informations destinées aux investisseurs, dont des exemplaires du *Rapport et états financiers annuels 2022* de HSBC Holdings, sur le site [www.hsbc.com](http://www.hsbc.com). Les informations figurant sur ces sites ou qui sont accessibles par leur intermédiaire ne font pas partie intégrante du présent rapport.

### Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document renferme des informations prospectives, dont des énoncés concernant les activités et projets futurs de la banque. Ces énoncés se caractérisent par le fait qu'ils ne reposent pas strictement sur des données ou événements passés ou en cours. Des énoncés prospectifs renferment souvent des termes ou expressions comme « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier » et « croire », ainsi que des mots ou expressions similaires qui sont employés pour décrire le rendement financier ou opérationnel à venir. De par leur nature même, ces énoncés nous obligent à poser plusieurs hypothèses et sont assujettis à divers risques et incertitudes qui leur sont inhérents et qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Nous prions le lecteur de ne pas se fier indûment à ces énoncés puisque de nombreux facteurs de risque pourraient donner lieu à des résultats réels nettement différents des attentes exprimées par les énoncés. Dans le rapport de gestion figurant dans le *Rapport et états financiers annuels 2022*, la rubrique « Risques » décrit les principaux risques auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit, pourraient influencer grandement sur ses résultats financiers à venir. Ces risques comprennent les risques de crédit, le risque de trésorerie (incluant le risque de capital, le risque de liquidité et de financement et le risque de taux d'intérêt), le risque de marché, le risque lié à la résilience, les risques climatiques (y compris les conséquences des risques de transition et des risques matériels) le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié aux crimes financiers, le risque lié aux modèles et le risque lié à la caisse de retraite. Les autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement des attentes exprimées par les énoncés prospectifs comprennent la conjoncture économique dans son ensemble et les conditions de marché, l'inflation, les politiques budgétaires et monétaires, les

modifications des lois, de la réglementation et de l'approche de supervision, le degré de concurrence et les technologies de rupture, les cybermenaces et l'accès non autorisé aux systèmes, les modifications de nos notations de crédit, la transition visant les taux interbancaires offerts (« TIO ») et le taux *Canadian Dollar Offered Rate* (« CDOR »), les changements touchant les normes comptables, les changements de taux d'imposition, les changements de lois et règlements fiscaux et leur interprétation par les autorités fiscales, le risque de fraude de la part d'employés ou d'autres parties, les transactions non autorisées et réalisées par le personnel et l'erreur humaine. En outre, le 29 novembre 2022, le Groupe HSBC a annoncé une entente visant la vente de la totalité de sa participation dans la Banque HSBC Canada (et ses filiales) et des créances subordonnées détenues par le Groupe HSBC à la Banque Royale du Canada (« RBC »). Sous réserve de l'examen et de l'approbation des autorités réglementaires et du gouvernement, la conclusion de la vente est maintenant prévue au cours du premier trimestre de 2024 afin d'effectuer une transition sans heurt. Les risques liés à la transition efficace des clients, des données, des systèmes, des processus et des employés de la Banque HSBC Canada à la RBC seront gérés au moyen de nos programmes et processus de gestion des risques en place. Notre capacité à concrétiser nos priorités stratégiques et à gérer de manière proactive les exigences du cadre réglementaire dépend du perfectionnement et de la fidélisation de nos cadres dirigeants et de nos employés les plus performants. Demeurer en mesure de recruter, de perfectionner et de conserver à notre emploi du personnel compétent dans un marché du travail des plus compétitifs et actifs se révèle toujours difficile. Malgré les plans d'urgence que nous avons instaurés afin d'assurer notre résilience advenant des perturbations opérationnelles à la fois prolongées et majeures, notre capacité d'exercer nos activités pourrait souffrir d'une défaillance dans les infrastructures qui soutiennent nos activités et les collectivités avec lesquelles nous faisons des affaires, incluant, sans toutefois s'y limiter, une défaillance provoquée par une urgence de santé publique, une pandémie, une catastrophe écologique, un acte terroriste et un événement géopolitique. La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2022* renferme une description de ces facteurs de risque. Nous tenons à aviser le lecteur que la liste des facteurs de risque présentée ci-dessus n'est pas exhaustive et qu'il se peut que d'autres incertitudes et facteurs éventuels non mentionnés aux présentes nuisent à nos résultats et à notre situation financière. Tout énoncé prospectif paraissant dans ce document n'est valable qu'en date de celui-ci. Nous ne nous engageons nullement à réviser, à mettre à jour ou à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations, d'événements ultérieurs ou d'autres circonstances, et nous déclinons expressément toute obligation de le faire, sauf dans la mesure où les lois pertinentes sur les valeurs mobilières nous y contraignent.

---

## À propos de la HSBC

La Banque HSBC Canada est le chef de file des banques internationales au Canada. Nous aidons des entreprises et des particuliers partout au pays à faire des affaires et à gérer leurs finances au pays et à l'échelle mondiale par l'entremise de quatre secteurs d'activité, soit Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, Services bancaires internationaux et Marchés et Services liés aux valeurs mobilières. Aucune autre banque internationale n'est aussi présente que nous sur le marché canadien, et aucune autre banque canadienne ne possède notre présence internationale.

Le siège social de HSBC Holdings plc, société mère de la Banque HSBC Canada, est situé à Londres, au Royaume-Uni. Le Groupe HSBC sert des clients du monde entier à partir de ses bureaux répartis dans 62 pays et territoires. Avec des actifs totalisant 2 990 G\$ US au 31 mars 2023, il est l'un des plus importants groupes de services bancaires et financiers au monde.

« Un monde d'occasions à découvrir », voilà ce qui définit notre raison d'être. Nous sommes ici pour mettre nos compétences, nos capacités, notre éventail de produits et notre vaste expérience au service de nos clients et ainsi les faire profiter d'occasions uniques. Nous regroupons les gens, les idées et les capitaux qui favorisent la réussite et la croissance, aidant de ce fait à créer un monde meilleur pour nos clients, notre personnel et nos collectivités et à protéger la planète.

Les actions de HSBC Holdings sont inscrites à la cote des bourses de Londres, de Hong Kong, de New York et des Bermudes. Elles sont négociées à la Bourse de New York sous forme de certificats américains d'actions étrangères. La Banque HSBC Canada a des obligations sécurisées en euros qui sont inscrites à la Bourse de Londres. Pour obtenir plus de détails sur les émissions d'obligations sécurisées, il y a lieu de se reporter à la section « Risque de liquidité et de financement » à la page 35.

---

## Utilisation de mesures financières supplémentaires

Pour évaluer sa performance, la banque utilise des mesures financières supplémentaires qui sont établies à partir de chiffres calculés selon les IFRS. Ce qui suit constitue un glossaire des mesures pertinentes qui sont employées tout au long de ce document, mais qui ne figurent pas dans les états financiers consolidés. Les mesures financières supplémentaires suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net, tel qu'il est indiqué, sont utilisés tout au long de ce document.

Le **rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire** correspond au bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire annualisé de la période, divisé par la moyenne<sup>1</sup> des capitaux propres ordinaires.

Le **rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques** correspond au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat annualisé de la période, divisé par la moyenne<sup>1</sup> des actifs pondérés en fonction des risques.

Le **ratio d'efficacité correspond au total des charges d'exploitation** exprimé en pourcentage du total du résultat d'exploitation.

Le **ratio du levier d'exploitation** s'entend de l'écart entre le taux de variation du résultat d'exploitation et celui des charges d'exploitation.

La **marge d'intérêts nette** désigne les produits d'intérêts nets exprimés en pourcentage annualisé de la moyenne<sup>1</sup> des actifs productifs d'intérêts<sup>2</sup>.

La **variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues<sup>3</sup> annualisée, exprimée en pourcentage de la moyenne<sup>1</sup> du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La **variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues<sup>3</sup> annualisée sur les actifs de stade 3, exprimée en pourcentage de la moyenne<sup>1</sup> du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3** s'entend du total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues<sup>3</sup> sur les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3 exprimé en pourcentage des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3.

Les **sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances à des clients et des acceptations** correspondent aux sorties du bilan nettes annualisées, exprimées en pourcentage de la moyenne<sup>1</sup> du montant net des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **ratio des avances à des clients en pourcentage des comptes des clients** correspond aux prêts et avances à des clients exprimés en pourcentage des comptes des clients.

<sup>1</sup> La marge d'intérêts nette est calculée à l'aide des soldes moyens quotidiens. Toutes les autres mesures financières mettent en jeu des soldes moyens qui sont établis à l'aide des soldes à la clôture du trimestre.

<sup>2</sup> Il y a lieu de se reporter au tableau « Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif », à la page 8, pour obtenir la composition des actifs productifs d'intérêts.

<sup>3</sup> La variation des pertes de crédit attendues a essentiellement trait aux prêts, aux acceptations et aux engagements.

## Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Notes	Trimestre clos le	
		31 mars 2023	31 mars 2022
<b>Performance financière de la période</b>			
Total du résultat d'exploitation		677	570
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise		(2)	42
Charges d'exploitation		(366)	(320)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		309	292
Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire		205	203
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)		0,37	0,37
<b>Ratios financiers (%)</b>			
	1		
Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire		16,7	15,5
Rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques		2,8	2,9
Ratio d'efficacité		54,1	56,1
Ratio du levier d'exploitation		4,4	5,6
Marge d'intérêts nette		1,66	1,28
Variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	2	0,01	s. o.
Variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations		0,03	0,01
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3		24,9	33,1
Sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances et des acceptations		0,04	0,02
<b>Situation financière à la clôture de la période</b>			
		Au	
	Notes	31 mars 2023	31 déc. 2022
Total de l'actif		123 267	128 302
Prêts et avances à des clients		75 000	74 862
Comptes des clients		80 910	82 253
Ratio des avances à des clients en pourcentage des comptes des clients (%)	1	92,7	91,0
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire		5 166	4 818
<b>Mesures concernant le capital, le levier et la liquidité</b>			
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%)	3	12,4	11,6
Ratio du capital de catégorie 1 (%)	3	14,9	14,1
Ratio du capital total (%)	3	17,3	16,4
Ratio de levier (%)	3	5,1	4,7
Actifs pondérés en fonction des risques (M\$)	3	44 086	44 656
Ratio de liquidité à court terme (%)	4	172	164

- 1 Il y a lieu de se reporter à la section « Utilisation de mesures financières supplémentaires » figurant dans le présent document pour obtenir un glossaire des mesures utilisées.
- 2 La mention « s. o. » est indiquée lorsque la banque est en position de reprise nette, ce qui donne lieu à un ratio négatif.
- 3 Les ratios du capital et les actifs pondérés en fonction des risques sont calculés au moyen de la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier de ce même organisme. Ces lignes directrices sont fondées sur celles de Bâle III. Il y a lieu de se reporter à la section « Risque de capital » du présent document pour obtenir plus d'informations à ce sujet.
- 4 Le ratio de liquidité à court terme (Liquidity Coverage Ratio ou « LCR ») est calculé en accord avec la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, qui incorpore les normes de liquidité de Bâle. Le LCR indiqué dans ce tableau a été calculé à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Il y a lieu de se reporter à la section « Risque de liquidité et de financement » du présent document pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

## Performance financière

### Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	452	337
Produits de commissions nets	189	197
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	27	27
Autres éléments de produits	9	9
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>677</b>	<b>570</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(2)	42
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>675</b>	<b>612</b>
Total des charges d'exploitation	(366)	(320)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>309</b>	<b>292</b>
Charge d'impôt sur le résultat	(86)	(78)
<b>Bénéfice de la période</b>	<b>223</b>	<b>214</b>

*Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2023 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire*

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a atteint 309 M\$, soit une augmentation de 17 M\$, ou 5,8 %, par rapport aux trimestres précédents, soit le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat le plus élevé jamais atteint<sup>1</sup>. La hausse au cours du trimestre s'explique en grande partie par une augmentation des produits d'intérêts nets. Cette augmentation a été atténuée en partie par une hausse des charges d'exploitation et une charge d'un faible montant liée aux pertes de crédit attendues, comparativement à une reprise au cours de l'exercice précédent.

Pour le trimestre, le résultat d'exploitation s'est établi à 677 M\$, en hausse de 107 M\$, ou 19 %, par rapport à l'exercice précédent, du fait d'une croissance dans trois de nos quatre secteurs d'activité. Les produits d'intérêts nets ont augmenté en raison des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours de l'exercice précédent et de l'essor du bilan, du fait de l'augmentation de 8,0 % de la moyenne des prêts et avances à des clients par rapport au premier trimestre de 2022. L'intensification des activités au chapitre des cartes dans l'ensemble de nos secteurs d'activité et une hausse des commissions tirées des facilités de crédit dans le secteur des Services aux entreprises grâce à l'accroissement des volumes des acceptations bancaires ont également contribué à l'augmentation du résultat d'exploitation. Ces facteurs ont été

annulés en partie par les conditions de marché difficiles ayant entraîné un recul des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et une baisse des commissions de prise ferme des Services bancaires internationaux, ce qui a fait diminuer le total des produits de commissions nets. Les produits de négociation et les autres produits d'exploitation sont demeurés inchangés au cours du trimestre.

Les pertes de crédit attendues ont consisté en des charges d'un faible montant de 2 M\$ pour le trimestre. Ce facteur découle principalement d'une charge au titre des prêts productifs en raison de la persistance des variables macroéconomiques prospectives défavorables, facteur atténué en partie par une reprise liée aux prêts non productifs. En 2022, la reprise se rapportait principalement à une amélioration des variables macroéconomiques à ce moment.

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 46 M\$, ou 14 %, au cours du trimestre, principalement en raison de la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et de leur dépréciation<sup>2</sup>, à la suite de l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada et de la hausse des coûts liés au personnel.

<sup>1</sup> Record pour un trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat ayant surpassé celui enregistré au troisième trimestre de 2022.

<sup>2</sup> Pour plus de précisions sur la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et leur dépréciation, se reporter à la note 18 de notre Rapport et états financiers annuels 2022.

## Rapport de gestion

### Performance par élément de produits et de charges

Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2023 et de la période correspondante de l'exercice précédent

#### Produits d'intérêts nets

Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 115 M\$, ou 34 %, au cours du trimestre en raison de l'incidence des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice et de l'essor du bilan, du fait de l'augmentation de 8,0 %

de la moyenne des prêts et avances à des clients par rapport au premier trimestre de 2022.

#### Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif

	Notes	Trimestre clos le					
		31 mars 2023			31 mars 2022		
		Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement
	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	
Fonds à court terme et prêts et avances à des banques	1	6 469	70	4,38	12 578	9	0,29
Prêts et avances à des clients	2	75 109	901	4,86	69 566	425	2,48
Prises en pension à des fins autres que de transaction	3	4 868	74	6,18	8 423	7	0,34
Placements financiers	4	23 107	202	3,54	16 077	29	0,73
Autres actifs productifs d'intérêts	5	864	9	4,35	495	1	0,84
<b>Total des actifs productifs d'intérêts (A)</b>		<b>110 417</b>	<b>1 256</b>	<b>4,58</b>	<b>107 139</b>	<b>471</b>	<b>1,77</b>
Actifs détenus à des fins de transaction et actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	6	3 635	34	3,74	3 166	12	1,51
Actifs non productifs d'intérêts	7	11 168	—	—	9 560	—	—
<b>Total</b>		<b>125 220</b>	<b>1 290</b>	<b>4,14</b>	<b>119 865</b>	<b>483</b>	<b>1,62</b>

- Les « Fonds à court terme et prêts et avances à des banques » comprennent la trésorerie, les soldes détenus dans la banque centrale et les prêts et avances à des banques productifs d'intérêts.
- Les « Prêts et avances à des clients » comprennent le montant brut des prêts et avances à des clients productifs d'intérêts.
- Le rendement des « Prises en pension à des fins autres que de transaction » est présenté déduction faite des soldes moyens des mises en pension, ce qui peut donner lieu à un rendement supérieur aux montants contractuels, qui sont fondés sur les soldes bruts des mises en pension.
- Les « Placements financiers » incluent les instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et les instruments d'emprunt évalués au coût amorti.
- Les « Autres actifs productifs d'intérêts » comprennent les garanties en trésorerie et les autres actifs productifs d'intérêts pris en compte au poste « Autres actifs » du bilan.
- Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.
- Les « Actifs non productifs d'intérêts » incluent la trésorerie et les soldes détenus dans la banque centrale non productifs d'intérêts, les effets en cours de compensation auprès d'autres banques, les titres de participation détenus compris dans les actifs détenus à des fins de transaction, les autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, les dérivés, les prêts et avances à des banques et à des clients non productifs d'intérêts, les corrections de valeur pour dépréciation, les instruments de capitaux propres évalués à la JVAERG, et inclus au poste « Placements financiers » du bilan, les engagements de clients en contrepartie d'acceptations, les immobilisations corporelles, le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs d'impôt différé et exigible et les autres actifs non productifs d'intérêts.

#### Sommaire des charges d'intérêts par type de passif et capitaux propres

	Notes	Trimestre clos le					
		31 mars 2023			31 mars 2022		
		Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût
	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	
Dépôts effectués par des banques	1	736	5	2,98	1 339	—	0,04
Comptes des clients	2	74 404	577	3,14	64 195	45	0,28
Mises en pension à des fins autres que de transaction	3	3 546	60	6,86	7 807	5	0,26
Titres de créance émis et créances subordonnées		15 667	144	3,74	15 668	69	1,77
Autres passifs portant intérêt	4	2 456	18	2,97	2 526	15	2,48
<b>Total des passifs portant intérêt (B)</b>		<b>96 809</b>	<b>804</b>	<b>3,34</b>	<b>91 535</b>	<b>134</b>	<b>0,59</b>
Passifs détenus à des fins de transaction	5	3 108	28	3,63	3 194	12	1,45
Comptes courants ne portant pas intérêt	6	7 748	—	—	8 665	—	—
Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt	7	17 555	—	—	16 471	—	—
<b>Total</b>		<b>125 220</b>	<b>832</b>	<b>2,67</b>	<b>119 865</b>	<b>146</b>	<b>0,49</b>
<b>Produits d'intérêts nets (A-B)</b>			<b>452</b>			<b>337</b>	

- Les « Dépôts effectués par des banques » n'incluent que les dépôts effectués par des banques et portant intérêt.
- Les « Comptes des clients » n'incluent que les comptes des clients portant intérêt.
- Le coût des « Prises en pension à des fins autres que de transaction » est présenté déduction faite des soldes moyens des mises en pension, ce qui peut donner lieu à un rendement supérieur aux montants contractuels, qui sont fondés sur les soldes bruts des mises en pension.
- Les « Autres passifs portant intérêt » comprennent les garanties en trésorerie ainsi que d'autres passifs portant intérêt qui figurent au poste « Autres passifs » du bilan.
- Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.
- Les « Comptes courants ne portant pas intérêt » figurent au poste « Comptes des clients » du bilan.
- Le « Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt » comprend les dépôts effectués par des banques et les autres comptes des clients ne portant pas intérêt et ne figurant pas dans les « Comptes courants ne portant pas intérêt », les effets en transit vers d'autres banques, les dérivés, les acceptations, les charges à payer et produits différés, les passifs au titre des prestations de retraite, les provisions, la charge d'impôt exigible et les autres passifs ne portant pas intérêt.

## Produits de commissions nets

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	19	19
Produits de courtage	3	4
Cartes	25	21
Facilités de crédit	85	82
Fonds sous gestion	54	58
Importations/exportations	3	3
Commissions d'agence d'assurance	1	1
Garanties et autres	14	14
Services de paiement	12	10
Prise ferme et services-conseils	5	10
<b>Produits de commissions</b>	<b>221</b>	<b>222</b>
Moins les charges de commissions	(32)	(25)
<b>Produits de commissions nets</b>	<b>189</b>	<b>197</b>

Les produits de commissions nets ont diminué de 8 M\$, ou 4,1 %, au cours du trimestre, car les conditions de marché difficiles ont entraîné un recul des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et une baisse des commissions de prise ferme des Services bancaires internationaux. La diminution des activités des clients du courtage en ligne du secteur Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers a également contribué à la baisse.

Ces facteurs ont été partiellement compensés par l'intensification des activités au chapitre des cartes dans l'ensemble de nos secteurs d'activité et une hausse des commissions tirées des facilités de crédit dans le secteur des Services aux entreprises grâce à l'accroissement des volumes des acceptations bancaires. Les charges de commissions ont augmenté puisque les activités ont été plus intenses, principalement au chapitre des cartes.

## Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
	M\$	M\$
Activités de négociation	25	29
Ajustements d'évaluation de crédit et de débit et ajustements de la juste valeur liés au financement	(1)	2
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation	6	—
Inefficacité des couvertures	(3)	(4)
<b>Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>27</b>	<b>27</b>

Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction sont demeurés inchangés pour le trimestre. Les produits d'intérêts nets sur les activités de négociation ont augmenté en raison de la montée des taux d'intérêt. Ce facteur a

été contrebalancé par la baisse des produits tirés des activités de négociation imputable aux conditions de marché actuelles.

## Autres éléments de produits

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
	M\$	M\$
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	2	2
Autres produits d'exploitation	7	7
<b>Autres éléments de produits</b>	<b>9</b>	<b>9</b>

Pour le trimestre, les autres éléments de produits sont restés inchangés.

## Variation des pertes de crédit attendues

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
	M\$	M\$
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts productifs (stades 1 et 2) – charge/(reprise)	3	(57)
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts non productifs (stade 3) – (reprise)/charge	(1)	15
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – charge/(reprise)	2	(42)

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une charge d'un faible montant de 2 M\$, comparativement à une reprise de 42 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La charge pour le trimestre découle principalement de la persistance des variables macroéconomiques prospectives défavorables liées aux prêts productifs, facteur atténué en partie par une reprise

liée aux prêts non productifs. En 2022, la reprise au cours du trimestre découlait d'une reprise liée aux prêts productifs attribuable à une amélioration des variables macroéconomiques, à ce moment, partiellement neutralisée par une charge nette au titre d'un prêt de stade 3 d'un montant élevé.

## Total des charges d'exploitation

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
	M\$	M\$
Rémunération et avantages du personnel	157	151
Charges générales et administratives	150	142
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles	14	15
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles	45	12
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>366</b>	<b>320</b>

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 46 M\$, ou 14 %, au cours du trimestre, principalement en raison de la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations

incorporelles et de leur dépréciation<sup>1</sup>, à la suite de l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada et de la hausse des coûts liés au personnel.

## Charge d'impôt sur le résultat

Pour le premier trimestre de 2023, le taux d'imposition effectif a été de 27,7 %. Le taux prévu par la loi était de 27,8 %, ce qui inclut la taxe additionnelle imposée aux banques et aux groupes de sociétés d'assurance-vie annoncée en avril 2022. Les passifs d'impôt ont quelque peu diminué par rapport au taux prévu par la loi. Pour le premier trimestre de 2022, le taux d'imposition effectif avait été de 26,7 %.

<sup>1</sup> Pour plus de précisions sur la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et leur dépréciation, se reporter à la note 18 de notre Rapport et états financiers annuels 2022.

## Évolution de la situation financière

### Sommaire du bilan consolidé

	Au	
	31 mars 2023	31 déc. 2022
	M\$	M\$
<b>Actif</b>		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	5 958	6 326
Actifs détenus à des fins de transaction	2 877	4 296
Dérivés	4 861	6 220
Prêts et avances	76 003	75 206
Prises en pension à des fins autres que de transaction	4 930	6 003
Placements financiers	22 751	23 400
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	3 050	3 147
Autres actifs	2 837	3 704
<b>Total de l'actif</b>	<b>123 267</b>	<b>128 302</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<b>Passif</b>		
Dépôts effectués par des banques	650	712
Comptes des clients	80 910	82 253
Mises en pension à des fins autres que de transaction	4 281	4 435
Passifs détenus à des fins de transaction	2 639	3 732
Dérivés	5 074	6 575
Titres de créance émis	14 794	15 735
Acceptations	3 057	3 156
Autres passifs	5 596	5 786
<b>Total du passif</b>	<b>117 001</b>	<b>122 384</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>6 266</b>	<b>5 918</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>123 267</b>	<b>128 302</b>

#### Actif

Le total de l'actif s'est élevé à 123,3 G\$ au 31 mars 2023, en baisse de 5,0 G\$, ou 3,9 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2022. Cette baisse s'explique surtout par une utilisation moindre du bilan aux fins des activités de négociation, ce qui a entraîné une diminution de 1,4 G\$ des actifs détenus à des fins de transaction, de 1,1 G\$ des actifs détenus à des fins autres que de transaction liés aux prises en pension et de 0,9 G\$ des autres actifs pris en compte dans les soldes des comptes de règlement. Le fléchissement des dérivés de 1,4 G\$ lié aux fluctuations des taux d'intérêt a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été partiellement compensés par la hausse des prêts et avances de 0,8 G\$ découlant de l'augmentation des volumes des prêts à des banques et à des clients, principalement des prêts aux entreprises.

#### Passif

Le total du passif s'est établi à 117,0 G\$ au 31 mars 2023, en baisse de 5,4 G\$, ou 4,4 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2022. La baisse s'explique surtout par la diminution de 1,5 G\$ des dérivés, de 1,1 G\$ des passifs détenus à des fins de transaction et de 0,2 G\$ des autres passifs, ce qui correspond à la variation des actifs dérivés, des actifs détenus à des fins de transaction et des autres actifs. La diminution des volumes des dépôts, notamment de 1,3 G\$ au titre des comptes des clients, a également contribué à la baisse.

#### Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'est chiffré à 6,3 G\$ au 31 mars 2023, ce qui signale une hausse de 0,3 G\$, ou 5,9 %, en regard de celui au 31 décembre 2022. L'augmentation découle essentiellement du bénéfice après impôt de 0,2 G\$ généré durant le trimestre et des autres éléments du résultat global de 0,1 G\$ liés aux variations favorables des couvertures des flux de trésorerie.

## Nos secteurs d'activité

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction des secteurs d'activité suivants : Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, Services bancaires internationaux ainsi que Marchés et Services liés aux valeurs mobilières.

### Services aux entreprises

Le secteur Services aux entreprises (« SE ») propose un éventail complet de services financiers commerciaux et de solutions sur mesure à des clients allant des petites entreprises aux grandes sociétés qui exercent leurs activités à l'échelle internationale.

### Survol de la performance financière<sup>1</sup>

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	188	162
Produits autres que d'intérêts	122	118
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>310</b>	<b>280</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise	6	40
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>316</b>	<b>320</b>
Total des charges d'exploitation	(109)	(103)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>207</b>	<b>217</b>

### Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est accru de 30 M\$, ou 11 %, pour le trimestre. Les SE ont maintenu leur élan en 2023, la moyenne des soldes des prêts s'étant accrue de 4,4 G\$, ou 13 %, et la moyenne des soldes des dépôts ayant augmenté de 2,3 G\$, ou 9 %, en regard de ceux enregistrés au premier trimestre de 2022. Les produits d'intérêts nets se sont accrus en raison de l'incidence des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice et de l'accroissement des volumes moyens. De même, les produits autres que d'intérêts ont progressé du fait de la hausse des volumes des acceptations bancaires et de l'intensification des activités au chapitre des cartes de crédit d'entreprise.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est affaibli de 10 M\$, ou 4,6 %, pour le trimestre en raison principalement d'une baisse des reprises liées aux pertes de crédit attendues par rapport à l'exercice précédent.

### Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre se sont accrus de 26 M\$, ou 16 %, grâce à des hausses des taux par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice et de la hausse de la moyenne des soldes des prêts et des dépôts par rapport au premier trimestre de 2022.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre se sont renforcés de 4 M\$, ou 3,4 %, grâce principalement à la hausse des produits de commissions découlant de l'accroissement des volumes des acceptations bancaires et à l'intensification des activités au chapitre des cartes de crédit d'entreprise.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en une reprise de 6 M\$ pour le trimestre. Cette reprise découle principalement de la dépréciation du portefeuille de prêts, atténuée en partie par une charge au titre des prêts productifs en raison de la persistance des variables macroéconomiques prospectives défavorables. En 2022, la reprise découlait principalement d'une reprise liée aux prêts productifs.

Le **total des charges d'exploitation** pour le trimestre a augmenté de 6 M\$, ou 5,8 %, principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel.

<sup>1</sup> Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2023 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

## Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP ») offre à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur propose aussi une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés à nos clients présents sur la scène internationale.

### Survol de la performance financière<sup>1</sup>

#### Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	204	141
Produits autres que d'intérêts	77	76
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>281</b>	<b>217</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(7)	4
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>274</b>	<b>221</b>
Total des charges d'exploitation	(176)	(161)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>98</b>	<b>60</b>

#### Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est accru de 64 M\$, ou 29 %, pour le trimestre. Cette hausse a découlé de l'amélioration des marges par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice, de la forte progression des soldes des dépôts et de l'augmentation des produits tirés des activités de courtage en ligne, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la baisse liée aux fonds d'investissement sous gestion et les variations de la composition des produits.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat du trimestre a atteint un nouveau sommet<sup>2</sup>. De fait, il a bondi de 38 M\$, ou 63 %, pour le trimestre, ce qui est imputable à l'amélioration du résultat d'exploitation, comme il a été mentionné, facteur atténué en partie par une variation défavorable des pertes de crédit attendues et une hausse des charges d'exploitation.

#### Performance financière par élément de produits et de charges

Au cours du trimestre, les **produits d'intérêts nets** ont augmenté de 63 M\$, ou 45 %, en raison de l'amélioration des marges par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice et de la hausse des soldes des dépôts, facteurs neutralisés en partie par les variations de la composition des produits.

Les **produits autres que d'intérêts** ont augmenté de 1 M\$, ou 1,3 %, pour le trimestre du fait de la hausse des produits tirés des activités de courtage en ligne, facteur atténué par la baisse des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion.

La **variation des pertes de crédit attendues** s'est traduite par une variation défavorable de 11 M\$ pour le trimestre, en raison de la persistance des variables macroéconomiques prospectives défavorables, comparativement à une reprise liée aux prêts productifs au cours de l'exercice précédent.

Le **total des charges d'exploitation** pour le trimestre a augmenté de 15 M\$, ou 9,3 %, principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel.

<sup>1</sup> Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2023 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire

<sup>2</sup> Record pour un premier trimestre depuis la formation de GPSBP (antérieurement Services bancaires de détail et gestion de patrimoine « SBDGP ») en tant que secteur d'activité distinct en 2011.

## Services bancaires internationaux

Le secteur Services bancaires internationaux (« SBI ») offre des produits et services financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde. Nos spécialistes des produits proposent un éventail complet de services dans les domaines des transactions bancaires, du financement, des services-conseils, des marchés des capitaux et de la gestion des risques. Combinés à nos vastes connaissances de nombreux secteurs, nos produits nous permettent d'aider nos clients à concrétiser leurs visées en matière de développement durable.

### Survol de la performance financière<sup>1</sup>

#### Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	44	25
Produits autres que d'intérêts	16	22
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>60</b>	<b>47</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)	(1)	(2)
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>59</b>	<b>45</b>
Total des charges d'exploitation	(20)	(22)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>39</b>	<b>23</b>

#### Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est accru de 13 M\$, ou 28 %, pour le trimestre. Les résultats provenant des activités au chapitre des transactions bancaires sont demeurés solides, ce qui s'explique principalement par la hausse des écarts. Ce facteur a été neutralisé partiellement par la baisse des produits générés par les marchés des capitaux, ce qui reflète en partie le ralentissement des activités des clients et les conditions de marché difficiles.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a bondi de 16 M\$, ou 70 %, ce qui est attribuable à l'augmentation du résultat d'exploitation, comme il est mentionné précédemment, et à la diminution des charges au titre des pertes de crédit attendues.

#### Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre se sont accrus de 19 M\$, ou 76 %, par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice.

Les **produits autres que d'intérêts** ont diminué de 6 M\$, ou 27 %. Cette diminution tient principalement à la baisse des commissions de prise ferme qui découle en grande partie des conditions de marché difficiles et du recul des commissions tirées des facilités de crédit en raison de la diminution des octrois de prêts.

La **variation des pertes de crédit attendues** a représenté une amélioration de 1 M\$ pour le trimestre, en raison de la baisse des charges au cours de l'exercice à l'étude.

Le **total des charges d'exploitation** a diminué de 2 M\$, ou 9,1 %, pour le trimestre, en raison d'une gestion prudente des coûts.

<sup>1</sup> Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2023 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire

## Marchés et Services liés aux valeurs mobilières

Le secteur Marchés et Services liés aux valeurs mobilières (« MSVM ») offre des produits et services financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde. Notre savoir-faire et notre connaissance des marchés locaux et internationaux ainsi que notre portée internationale nous permettent d'offrir un ensemble complet de services personnalisés pour diverses catégories d'actifs, services qui peuvent être regroupés et adaptés en fonction des objectifs spécifiques de notre clientèle.

### Survol de la performance financière<sup>1</sup>

#### Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	17	9
Produits autres que d'intérêts	5	17
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>22</b>	<b>26</b>
Total des charges d'exploitation	(13)	(13)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>9</b>	<b>13</b>

## Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a reculé de 4 M\$, ou 15 %, pour le trimestre. La diminution s'explique surtout par la baisse des produits de négociation en raison des conditions de marché actuelles, facteur neutralisé en partie par la hausse des produits d'intérêts nets attribuable aux majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt a diminué de 4 M\$, ou 31 %, à cause principalement du recul du résultat d'exploitation, comme il a été mentionné.

## Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre se sont accrus de 8 M\$, ou 89 %, principalement en raison des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice.

Pour le trimestre, les **produits autres que d'intérêts** ont diminué de 12 M\$, ou 71 %, principalement en raison du recul des produits de négociation imputable aux conditions de marché actuelles.

Le **total des charges d'exploitation** est demeuré inchangé pour le trimestre, en raison d'une gestion prudente des coûts.

<sup>1</sup> Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2023 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

## Centre général

Le secteur « centre général » englobe les transactions qui ne sont pas directement liées à nos secteurs d'activité.

### Survol de la performance financière<sup>1, 2</sup>

#### Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	(1)	—
Produits autres que d'intérêts	5	—
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>4</b>	<b>—</b>
Total des charges d'exploitation	(48)	(21)
<b>Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>(44)</b>	<b>(21)</b>

## Aperçu

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a diminué de 23 M\$ pour le trimestre. Cette baisse s'explique principalement par une augmentation des coûts en raison de la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et de leur dépréciation<sup>3</sup>, à la suite de l'entente visant la vente de la Banque HSBC du Canada. Ce facteur a été annulé en partie par la hausse des produits autres que d'intérêts.

<sup>1</sup> Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2023 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire

<sup>2</sup> Le centre général n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres indiqués ci-dessus présentent un rapprochement des résultats des secteurs d'activité et de ceux de l'entité.

<sup>3</sup> Pour plus de précisions sur la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et leur dépréciation, se reporter à la note 18 de notre Rapport et états financiers annuels 2022.

## Sommaire de la performance trimestrielle

#### Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le							
	2023	2022				2021		
		31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	452	479	449	369	337	323	315	306
Produits de commissions nets	189	192	194	196	197	205	197	196
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	27	33	15	24	27	28	26	28
Autres éléments de produits	9	10	7	10	9	23	22	17
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>677</b>	<b>714</b>	<b>665</b>	<b>599</b>	<b>570</b>	<b>579</b>	<b>560</b>	<b>547</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	(2)	(28)	(42)	(82)	42	(8)	(3)	40
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>675</b>	<b>686</b>	<b>623</b>	<b>517</b>	<b>612</b>	<b>571</b>	<b>557</b>	<b>587</b>
Total des charges d'exploitation	(366)	(394)	(325)	(319)	(320)	(344)	(323)	(328)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>309</b>	<b>292</b>	<b>298</b>	<b>198</b>	<b>292</b>	<b>227</b>	<b>234</b>	<b>259</b>
Charge d'impôt sur le résultat	(86)	(78)	(79)	(53)	(78)	(40)	(63)	(69)
<b>Bénéfice de la période</b>	<b>223</b>	<b>214</b>	<b>219</b>	<b>145</b>	<b>214</b>	<b>187</b>	<b>171</b>	<b>190</b>
Bénéfice attribuable :								
- à l'actionnaire ordinaire	205	199	206	133	203	176	159	179
- au détenteur d'actions privilégiées	18	15	13	12	11	11	12	11
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)	0,37	0,36	0,38	0,24	0,37	0,32	0,29	0,32

### Commentaires sur les tendances des huit derniers trimestres

En 2021, les hausses trimestrielles des produits d'intérêts nets s'expliquaient principalement par l'accroissement de la marge d'intérêts nette découlant de l'amélioration des écarts par suite de la réduction des volumes des passifs portant intérêt et de l'essor des prêts. Le bilan ayant poursuivi sa forte croissance, les hausses trimestrielles en 2022 ont également tiré profit des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours de l'exercice. Au cours du trimestre à l'étude, la diminution s'explique avant tout par les variations de la composition des dépôts, facteur neutralisé en partie par les majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice.

Les produits de commissions nets englobent des produits de diverses sources qui peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et qui sont touchés par les activités commerciales, le nombre de jours que compte le trimestre et la saisonnalité. À partir du deuxième trimestre de 2021, on note une tendance sous-jacente d'augmentation des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion, des facilités de crédit en lien avec l'accroissement des volumes des acceptations bancaires et des cartes de crédit. Les produits de commissions nets avaient augmenté de manière constante, atteignant un sommet historique<sup>1</sup> au cours du quatrième trimestre de 2021. Cependant, en raison des conditions de marché incertaines et du moment auquel les transactions ont lieu, ce qui a une incidence sur les activités modulées en fonction des événements, il y a eu une légère diminution sous-jacente des commissions de prise ferme et des commissions générées par les services-conseils à partir du troisième trimestre de 2021. Du dernier trimestre de 2021 au premier trimestre de 2023, les produits de commissions nets ont également diminué légèrement chaque trimestre surtout en raison de la baisse des fonds d'investissement sous gestion, les conditions de marché s'étant détériorées en 2022.

De par leur nature, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre. Du premier trimestre de 2021 au premier trimestre de 2022, ils sont demeurés relativement inchangés comparativement à la période allant du deuxième trimestre de 2022 au trimestre à l'étude. La diminution enregistrée au deuxième trimestre de 2022 a découlé d'une variation défavorable de la valeur d'une facilité de prêt consortiale. La baisse au troisième trimestre de 2022 s'explique principalement par une variation défavorable de l'inefficacité des couvertures. La baisse au cours du trimestre à l'étude s'explique principalement par la volatilité des marchés.

Les autres éléments de produits comprennent les profits et pertes sur la vente de placements financiers, lesquels peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre en raison des activités de gestion du bilan sous-jacentes.

Les pertes de crédit attendues pour la période allant du troisième trimestre de 2022 au premier trimestre de 2023 se sont traduites par une charge découlant principalement des variations défavorables continues des variables macroéconomiques prospectives liées aux prêts productifs. Les pertes de crédit attendues ont consisté en une charge au deuxième trimestre de 2022, laquelle s'explique essentiellement par une charge importante au titre d'un prêt de stade 3 qui a été sorti du bilan. À ce facteur s'est ajoutée une charge au titre des prêts productifs du fait de la détérioration des variables macroéconomiques prospectives. La reprise constatée au premier trimestre de 2022 a

résulté essentiellement d'une reprise au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 liée aux prêts productifs, puisque les variables macroéconomiques de quatre des scénarios ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues se sont légèrement améliorées. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence d'une charge reflétant une légère dégradation attribuable au nouveau scénario tenant compte des répercussions prévues de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et des pressions inflationnistes sur les perspectives économiques. À ces facteurs s'est ajoutée une variation des pertes de crédit attendues au titre des prêts de stade 3 qui a donné lieu à une charge en raison principalement d'un prêt élevé, annulé en partie par des reprises dans le secteur de l'énergie. La charge constatée au quatrième trimestre de 2021 avait découlé d'une perte de valeur liée à un prêt productif, ce qui avait été atténué par des reprises liées à des prêts non productifs dans le secteur de l'énergie. Au troisième trimestre de 2021, la charge d'un faible montant était en lien avec des prêts non productifs liés à des clients spécifiques, ce qui avait été atténué en partie par une reprise liée aux prêts productifs, les variables macroéconomiques prospectives s'étant encore améliorées. Pour le deuxième trimestre de 2021, les pertes de crédit attendues ont consisté en des reprises liées aux prêts productifs, les variables macroéconomiques prospectives s'étant améliorées.

Nous avons de nouveau géré nos coûts avec prudence vu le contexte économique en vigueur. L'augmentation des charges d'exploitation au cours du quatrième trimestre de 2022 découle essentiellement de la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et de leur dépréciation<sup>2</sup>, à la suite de l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada. La hausse au cours du quatrième trimestre de 2021 tenait principalement aux coûts engagés afin d'instaurer un mode de travail hybride.

En raison des tendances décrites ci-dessus, au cours du trimestre à l'étude, nous avons enregistré le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat le plus élevé à ce jour, surpassant notre précédent record atteint au troisième trimestre de 2022. Au premier trimestre de 2022, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat avait atteint son niveau le plus élevé en dix ans. Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est amélioré à partir du premier trimestre de 2022, sauf au deuxième trimestre de 2022 où nous avons constaté une charge importante au titre des pertes de crédit attendues, comme il est décrit précédemment.

<sup>1</sup> Produits de commissions nets records pour un trimestre depuis 2012 où les produits de commissions nets ont commencé à être présentés de manière distincte.

<sup>2</sup> Pour plus de précisions sur la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et leur dépréciation, se reporter à la note 18 de notre Rapport et états financiers annuels 2022.

---

## Survol et perspectives économiques

*Les prévisions et projections de la présente rubrique reposent sur l'information et les hypothèses obtenues auprès de sources que nous considérons comme fiables. Si cette information ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les résultats économiques réels pourraient différer significativement des perspectives présentées ci-dessous.*

### Tendances opposées

Au début de 2023, deux tendances opposées importantes ont caractérisé les perspectives économiques. Selon la première tendance, au début de l'exercice, l'économie mondiale affichait une base solide, ce qui, jumelé aux données sur l'inflation qui demeurent élevées dans de nombreux pays, indique que les banques centrales devront probablement continuer d'intervenir. Au Canada, bien que la croissance économique ait été essentiellement nulle au cours du quatrième trimestre, l'emploi a été marqué par quelques facteurs inattendus favorables entre octobre 2022 et mars 2023. En outre, la production économique a augmenté de 0,5 % d'un mois à l'autre en janvier et Statistique Canada prévoit une croissance de 0,3 % en février. Par conséquent, dans un contexte de forte création d'emplois, la croissance du produit intérieur brut (« PIB ») devrait se situer entre 2,5 % et 3 % sur une base annualisée au premier trimestre. Dans le Rapport sur la politique monétaire d'avril, la Banque du Canada prévoit une croissance du PIB de 2,3 % au premier trimestre. Ainsi, il est possible que les prévisions consensuelles indiquant une croissance du PIB de 1,6 % au premier trimestre soient révisées à la hausse.

L'autre tendance est liée à l'apparition de perturbations dans l'ensemble du secteur bancaire à la mi-mars, lesquelles reflètent possiblement l'incidence des majorations de taux pratiquées par la banque centrale. Aux États-Unis, l'intensification des perturbations dans le secteur bancaire subies par les banques régionales entraîne le risque d'un resserrement soudain des conditions de crédit et d'un ralentissement marqué de la croissance du crédit. Même si la rapidité de la réaction des autorités compétentes a atténué les risques d'une forte contraction, le resserrement probable des conditions de crédit devrait peser sur la croissance des prêts. Cette situation pourrait accroître l'incidence des hausses de taux commandées par la Réserve fédérale et ainsi ralentir la croissance économique aux États-Unis. Bien que l'économie américaine ait fait preuve d'une certaine résilience au début de 2023, la lancée devrait ralentir au cours du reste de l'exercice. Nous nous attendons également à un ralentissement de la croissance au Canada au-delà du premier trimestre, du fait d'une faible croissance du crédit aux États-Unis, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la demande d'exportations canadiennes. La stabilité du système bancaire canadien suscite peu de préoccupations et la Banque du Canada est prête à réagir en cas de difficultés majeures dans le système financier.

### Indices de l'effet escompté de la hausse des taux

Entre-temps, même si l'économie a montré certains signes de résilience, on constate avec évidence que les dernières hausses de taux ont l'effet escompté, soit de ralentir la demande intérieure, ce qui finira par contribuer à réduire le taux d'inflation. Par exemple, dans le marché de l'habitation, les investissements

résidentiels ont diminué de façon marquée, affichant une baisse de 22,4 % par rapport au sommet atteint au quatrième trimestre de 2021, alors que les prix des logements ont chuté de 17 % par rapport à leur sommet atteint en mars 2022. Par ailleurs, l'enquête sur les perspectives des entreprises que la Banque du Canada a menée au premier trimestre de 2023 a révélé que même si les entreprises continuent de chercher à accroître l'investissement dans le matériel et l'équipement, les intentions d'investir ont fléchi tous les trimestres depuis le début de 2022, alors que les taux d'intérêt ont augmenté.

En outre, l'enquête sur les perspectives des entreprises a indiqué que certaines conditions du marché de l'emploi ont commencé à s'assouplir. Par exemple, le nombre d'entreprises affectées par les pénuries de main-d'œuvre a chuté à son point le plus bas en sept trimestres au premier trimestre de 2023, tandis que la sévérité des pénuries de main-d'œuvre a également diminué. Conformément à ces données, l'enquête sur les perspectives des entreprises a indiqué une baisse des pressions sur les augmentations salariales.

La croissance économique ayant ralenti à la fin de 2022 et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales s'étant atténuées, la proportion d'entreprises qui ont affirmé à la Banque du Canada qu'elles ont éprouvé des contraintes de capacité ou qu'elles pourraient avoir des difficultés à répondre à une hausse inattendue de la demande a chuté à 59 % au premier trimestre par rapport au sommet de 81 % atteint en 2022. Il semble donc que la demande et l'offre aient retrouvé un meilleur équilibre, ce qui a aidé à réduire certaines pressions sur les coûts, sans toutefois les éliminer.

Ces faits nouveaux ont appuyé la « pause conditionnelle » de la Banque du Canada en janvier visant à évaluer les répercussions des hausses de taux représentant 425 points de base.

### Le marché de l'emploi demeure tendu

Cela dit, compte tenu d'une plus forte croissance au début de 2023, l'économie canadienne continue d'afficher une demande excédentaire et le marché de l'emploi demeure très tendu. Par exemple, le taux de chômage a continué de frôler un plancher record, s'étant chiffré à 5 % sur une période de quatre mois consécutifs, jusqu'en mars 2023, il y a eu des possibilités de hausses de l'emploi entre octobre et mars et le taux d'emploi de la principale cohorte de personnes en âge de travailler (25 à 54 ans) est resté à des sommets records, s'établissant à 85,1 %.

De plus, la hausse des salaires se maintient entre 4 % et 5 % d'un exercice à l'autre et la récente enquête sur les perspectives des entreprises a indiqué que les entreprises s'attendent à ce que les salaires augmentent de 4,7 % en moyenne au cours du prochain exercice. Ce point est important car le Conseil de direction de la Banque du Canada a affirmé qu'une augmentation des salaires entre 4 % et 5 % par année ne cadre pas avec le recul du taux d'inflation à 2 %.

### Inflation élevée attendue

En plus du resserrement du marché de l'emploi, les prévisions quant à l'inflation demeurent élevées. Par exemple, 79 % des entreprises s'attendent à ce que l'inflation demeure supérieure à 3 % d'un exercice à l'autre pour les deux prochains exercices. De plus, les consommateurs s'attendent à ce que l'inflation demeure supérieure à 3 % pour les cinq prochains exercices. Ces prévisions remettent sérieusement en question celles de la Banque du Canada indiquant que l'inflation diminuera pour s'établir à 2 % en 2024. Ces attentes présentent un risque que les

prévisions quant à l'inflation restent figées à un niveau supérieur au taux cible de l'inflation et se reflètent dans les contrats fixant les salaires. En raison de cette situation, la Banque du Canada pourrait avoir plus de difficulté à ramener l'inflation au taux cible de 2 %, ce qui pourrait exiger des hausses de taux plus marquées afin de diminuer les prévisions quant à l'inflation.

Ces indicateurs justifient que le Conseil de direction de la Banque du Canada continue d'évaluer si la politique monétaire est suffisamment restrictive pour ramener l'inflation au taux cible de 2 %. Ainsi, l'éventualité de voir d'autres majorations de taux se matérialiser demeure réelle.

### Un équilibre précaire

Compte tenu de l'amélioration de la performance économique au début de 2023, nous nous attendons maintenant à une croissance du PIB de 1 % au premier trimestre, contrairement à notre prévision précédente annonçant une légère contraction. Nous constatons également que les points de suivi actuels ouvrent la porte à un certain optimisme à l'égard de ces prévisions. Étant donné la révision à la hausse de la croissance du PIB au premier trimestre, nous prévoyons maintenant une croissance économique de 0,7 % d'un exercice à l'autre en 2023.

Trois faits nouveaux sont à surveiller en ce qui a trait aux perspectives économiques et à la réaction éventuelle de la Banque du Canada. Premièrement, si les difficultés du secteur bancaire à l'échelle mondiale entraînent une diminution marquée de la croissance du crédit, les perspectives en matière d'investissement, de croissance du PIB, d'emploi et d'inflation se détérioreront. Si les répercussions sont alarmantes, la Banque du Canada pourrait réduire les taux d'intérêt. Selon nous, ce scénario ne se concrétisera pas.

Nous surveillerons également l'emploi et l'inflation de près.

### L'inflation diminue, mais atteindre la cible demeure la clé

L'inflation a déjà diminué, passant d'un sommet à 8,1 % en juin 2022 à 4,3 % d'un exercice à l'autre en mars 2023. La plus grande partie de cette baisse s'explique par la diminution des prix de l'essence, car les prix du pétrole ont diminué au cours du deuxième semestre du dernier exercice. Selon l'effet de base, les prix de l'essence continueront de faire diminuer l'inflation au cours des prochains mois. Par conséquent, il est possible que l'inflation atteigne 3 % d'un exercice à l'autre vers le milieu de l'exercice.

Cela dit, nous avons constaté une amélioration moindre quant aux pressions inflationnistes sous-jacentes. Ainsi, il n'est pas évident que les pressions inflationnistes globales sont en voie d'atteindre 2 % au fil du temps. C'est pourquoi réussir à abaisser l'inflation de 3 % à 2 % pourrait s'avérer la partie la plus difficile.

Dans l'avenir, le marché de l'emploi sera un facteur important, particulièrement l'augmentation des salaires. Afin de convaincre le Conseil de direction de la Banque du Canada que les tendances économiques permettront un recul de l'inflation au taux cible de 2 %, le marché de l'emploi doit afficher un meilleur équilibre et les pressions sur les salaires doivent s'atténuer.

### La résilience de l'économie constatée plus tôt diminuera à mesure que le marché de l'emploi ralentit

Nous prévoyons que la résilience de l'économie perçue au début de 2023 s'estompera. En particulier, nous nous attendons à ce que le marché de l'emploi commence à s'affaiblir de façon constante, ce qui fera augmenter le taux de chômage à 6,5 % à la fin de 2023, pour atteindre un sommet à 6,7 % au cours du

second semestre de 2024. Une certaine partie de la hausse du chômage sera imputable aux pertes d'emploi, mais l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre découlant de la hausse de l'immigration sera un autre facteur. Au fur et à mesure que le marché de l'emploi ralentit et que l'offre de main-d'œuvre augmente, nous prévoyons une baisse de la croissance des salaires de manière continue pour le reste de 2023.

### Pressions accrues dans le secteur des ménages

Même si le marché de l'habitation a ralenti et que la pression sur les finances des ménages a augmenté, la solidité du marché de l'emploi a contribué à limiter l'ampleur des perturbations économiques découlant de la hausse des taux d'intérêt. Bien que le marché de l'emploi ait ralenti, les obstacles de nature financière dans le secteur des ménages pourraient toutefois être davantage mis en évidence, ce qui est susceptible de peser lourdement sur la demande intérieure. Ces difficultés se manifesteront surtout dans la fourchette inférieure de la répartition du revenu. Les ménages ayant un revenu plus élevé ont tendance à détenir plus d'épargne excédentaire pouvant servir à atténuer l'incidence de l'incertitude du marché de l'emploi.

### Diminution des dépenses de consommation

Trois facteurs appuient une baisse des perspectives de croissance des dépenses de consommation en 2023 et en 2024 par rapport aux deux exercices précédents, à savoir un marché du travail moins vigoureux, une hausse des taux d'intérêt et un resserrement de la demande refoulée liée à la pandémie. Les dépenses de consommation devraient augmenter de 1 % en 2023 et en 2024, en baisse par rapport à une moyenne de 4,9 % en 2021 et en 2022.

Selon notre évaluation des risques liés à la croissance et à l'inflation au Canada, il est très probable que la Banque du Canada maintienne son taux directeur à 4,5 % jusqu'au milieu de 2024 avant d'entamer le processus de réduction du taux directeur vers un taux neutre, qui se situe à environ 2,5 %, selon les estimations.

### Maintien d'une politique budgétaire quelque peu expansionniste

Tandis que la politique monétaire vise toujours à assurer une restriction suffisante des conditions financières permettant de ramener l'inflation au taux cible de 2 %, la politique budgétaire devrait demeurer quelque peu expansionniste. Le dernier budget du gouvernement fédéral ne vise plus à réaliser un surplus budgétaire d'ici 2027-2028. En effet, il prévoit plutôt un déficit de 14 G\$, ou 0,4 % du PIB. Des déficits plus élevés sont également prévus pour tous les exercices d'ici là.

Le gouvernement fédéral fait face à des défis qui se font concurrence, notamment le besoin d'aider à financer l'amélioration des soins de santé, l'offre plus étendue d'un programme de soins dentaires national, l'aide aux 1,5 million d'immigrants que l'on prévoit accueillir au cours des trois prochaines années et le soutien vers une économie sobre en carbone, mais ne doit pas alimenter la demande intérieure de manière à créer des difficultés qui compliqueront l'atteinte de l'objectif de la Banque du Canada au chapitre de l'inflation.

La hausse des dépenses est une réponse partielle à la loi américaine intitulée *Inflation Reduction Act* qui prévoit des mesures importantes pour promouvoir l'investissement visant à

réduire les émissions de carbone. De même, le Canada doit donner un coup d'accélérateur à ses investissements dans le réseau de distribution d'électricité afin de favoriser la transition vers une économie sobre en carbone et d'atteindre ses objectifs de réduction des émissions.

De plus, l'augmentation des dépenses a lieu au moment où le marché de l'emploi est très serré et devrait s'affaiblir au cours des prochains exercices. Cette situation présente un risque de détérioration en ce qui a trait aux perspectives des revenus et pourrait entraîner une hausse des dépenses de programmes visant à gérer l'augmentation du taux de chômage.

Dans l'ensemble, le budget fédéral ne rend pas nécessairement l'atteinte du taux cible de l'inflation de la Banque du Canada plus difficile, mais il ne l'a pas facilité non plus.

---

## Faits nouveaux en matière de réglementation

À l'instar de toutes les institutions financières canadiennes, nous sommes confrontés à des changements de réglementation qui se succèdent à un rythme croissant. Un sommaire des principaux changements de réglementation susceptibles d'influer sur nos résultats ou nos activités est présenté à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » de notre Rapport et états financiers annuels 2022. Ce qui suit résume certains des principaux changements de nature réglementaire qui ont été annoncés au premier trimestre de 2023 et qui pourraient se répercuter sur nos résultats ou nos activités.

### Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »)

En mars 2023, le BSIF a publié une déclaration pour réitérer ses consignes sur le traitement réglementaire applicable aux instruments des autres éléments de fonds propres de catégorie 1 et aux instruments de fonds propres de catégorie 2. La déclaration mentionne que les instruments des autres éléments de fonds propres de catégorie 1 et les instruments de fonds propres de catégorie 2 sont, et demeureront, des éléments importants de la structure de fonds propres des banques acceptant des dépôts au Canada.

De plus, en mars, le BSIF a publié une version définitive de sa ligne directrice B-15, *Gestion des risques climatiques*, qui inclut deux lignes directrices : la gouvernance et la gestion des risques et la communication d'informations financières en lien avec les changements climatiques. En tant que petite et moyenne institution de dépôt (PMB), la banque sera tenue de présenter de l'information conformément à ces lignes directrices pour l'exercice qui sera clos en 2025. L'information sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) sera présentée à partir de l'exercice qui sera clos en 2026. Nous continuons de surveiller et de nous préparer à suivre de près les faits nouveaux concernant la réglementation, les cadres et les lignes directrices sur les changements climatiques, lesquels évoluent rapidement, qui s'appliquent à nos activités.

### Société d'assurance-dépôts du Canada (« SADC »)

En février 2023, la SADC a annoncé qu'à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023, le cadre régissant l'assurance-dépôts sera élargi afin que les dépôts admissibles détenus dans un compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (« CELIAPP ») bénéficient d'une protection distincte allant jusqu'à

100 000 \$. Cela portera à neuf le nombre total de catégories d'assurance-dépôts de la SADC pour chaque institution membre.

### Protection des consommateurs

En février 2023, l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (« ACFC ») a publié un bulletin d'information intitulé *Accès aux services bancaires de base : ouverture d'un compte de dépôt de détail* (le « bulletin »). Le bulletin précise comment les banques doivent s'acquitter de leur obligation d'ouvrir un compte de dépôt de détail prévue au paragraphe 627.17(1) de la *Loi sur les banques*, lorsque les consommateurs leur présentent des pièces d'identité autres que les pièces d'identité standards. L'ACFC s'attend à ce que les banques fassent preuve de souplesse, conformément à la *Loi sur les banques*, afin d'aider activement les consommateurs à obtenir accès à des services bancaires.

### Marchés et services liés aux valeurs mobilières

En février 2023, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« ACVM ») ont publié un avis pour assurer que les intervenants du marché soient au courant de certains faits nouveaux et enjeux liés à la transition en ce qui concerne l'abandon à venir du taux CDOR et l'abandon connexe attendu de l'émission des acceptations bancaires.

De plus, en mars 2023, les ACVM ont annoncé qu'elles prévoient adopter des règles qui exigeront aux intervenants du marché d'utiliser un nouveau système de dépôt et d'information national appelé SEDAR+. La banque utilisera SEDAR+ lorsque le système sera mis en œuvre, ce qui correspond au moment de la présentation de l'information du deuxième trimestre de 2023 de la banque.

---

## Questions comptables

Les résultats de la banque sont sensibles aux méthodes comptables qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers consolidés. La note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2022* présente un résumé des informations significatives sur nos méthodes comptables.

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements. La direction est d'avis que les estimations comptables et jugements critiques de la banque sont ceux qui ont trait aux pertes de crédit attendues, à l'évaluation des instruments financiers, à l'impôt sur le résultat, aux actifs d'impôt différé, aux obligations au titre des prestations définies, aux immobilisations incorporelles et aux provisions. Au cours de la période à l'étude, aucun changement n'a été apporté aux estimations comptables et jugements critiques formulés en 2022, lesquels sont décrits aux pages 24, 25, 38 et 79 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

---

## Arrangements hors bilan

Dans le cadre de nos activités bancaires, nous participons à diverses transactions financières hors bilan qui ont une incidence financière, mais qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers. Ce genre d'arrangement comporte un risque éventuel et peut, en certaines circonstances, se traduire par un passif d'un montant supérieur à celui inscrit à notre bilan consolidé. Ces arrangements comprennent les garanties et les lettres de crédit et sont décrits à la rubrique « Arrangements hors bilan » du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

### Instrument financiers

Étant donné la nature des activités de la banque, les instruments financiers composent une bonne partie de son bilan. La banque peut en tirer des profits de négociation, des intérêts et des produits de commissions. Les instruments financiers comprennent notamment la trésorerie, les comptes des clients, les titres, les prêts, les acceptations, les dérivés utilisés à des fins de couverture ou détenus à des fins de transaction, les mises en pension, les passifs de titrisation et les créances subordonnées. Nous utilisons des instruments financiers aux fins de nos activités de négociation et de celles autres que de négociation. Ces dernières comprennent les prêts, les placements, les activités de couverture et celles de gestion du bilan. Les activités de négociation comprennent l'achat et la vente de titres et la négociation de dérivés et d'instruments de change pour faciliter les opérations des clients et fournir des liquidités et, dans une moindre mesure, les activités de tenue de marché.

La comptabilisation des instruments financiers, qui fait appel au jugement, est effectuée selon le classement de ceux-ci. On trouve une description détaillée du classement et de l'évaluation des instruments financiers à la note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Il est possible que l'utilisation d'instruments financiers expose la banque à des risques de marché, de crédit ou de liquidité, ou encore qu'elle la protège contre ceux-ci. Une description détaillée de la façon dont la banque gère ces risques est présentée à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

### Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

La chef de la direction et le chef des finances de la banque ont signé des attestations concernant la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés du trimestre clos le 31 mars 2023 ci-joints, et c'est à eux que revient la responsabilité de la conception et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, lesquels visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

### Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des transactions avec d'autres sociétés affiliées de la HSBC, dont celles visant la prestation de services bancaires ou opérationnels ainsi que l'octroi de prêts à court terme. Plus particulièrement, comme la banque fait partie de l'un des plus importants établissements de services financiers au monde, elle profite de l'expertise et des économies d'échelle que procure le Groupe

HSBC. La banque fournit et obtient des services ou conclut des transactions avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC, ce qui inclut la prise en charge d'une partie des coûts de développement des plateformes technologiques qui sont utilisées partout dans le monde, et elle tire parti de contrats mondiaux pour la publicité, la recherche marketing, la formation et d'autres fonctions d'exploitation.

Ces transactions avec des parties liées sont assorties de modalités conformes à celles offertes à des parties non liées et font l'objet de processus d'autorisation officielle. Il y a lieu de se reporter à la note 28 du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour obtenir des détails à ce sujet.

En tant que filiale en propriété exclusive, toutes nos actions ordinaires et privilégiées sont indirectement détenues par HSBC Holdings.

### Risques

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous nous servons pour gérer les risques importants qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » à la page 41 comprend un résumé de l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada.

#### Risque de crédit

	Page
Gestion du risque de crédit	20
Sommaire du risque de crédit	21
Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA	22
Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières	26
Qualité de crédit des instruments financiers	27
Prêts de gros	30
Prêts personnels	32
Prêts douteux	34

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations de paiement contractuelles. Il se présente surtout dans les domaines des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais il découle aussi de certains autres produits comme les garanties et les dérivés de crédit.

#### Gestion du risque de crédit

Aucun changement n'a été apporté aux méthodes et pratiques de gestion du risque de crédit au cours de l'exercice.

La rubrique « Gestion du risque de crédit » débutant à la page 33 du *Rapport et états financiers annuels 2022* renferme un sommaire de nos méthodes et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

## Sommaire du risque de crédit

L'information qui suit présente la valeur comptable brute et la valeur nominale des instruments financiers auxquels s'appliquent les exigences de dépréciation d'IFRS 9 ainsi que la correction de valeur pour PCA connexe.

Au 31 mars 2023, la correction de valeur pour PCA comprenait une somme de 346 M\$ relative aux actifs détenus au coût amorti, un montant de 27 M\$ en lien avec les engagements de prêts et les garanties financières et un autre de 1 M\$ au titre des contrats de garantie de bonne exécution.

### Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9\*

	Notes	Au			
		31 mars 2023		31 déc. 2022	
		Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à des clients au coût amorti		75 320	(320)	75 180	(318)
– particuliers		35 656	(107)	36 127	(102)
– grandes sociétés et entreprises		39 664	(213)	39 053	(216)
Prêts et avances à des banques au coût amorti		1 003	–	344	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti		24 950	(26)	26 783	(26)
– trésorerie et soldes détenus dans la banque centrale		5 958	–	6 326	–
– effets en cours de compensation auprès d'autres banques		10	–	9	–
– prises en pension à des fins autres que de transaction		4 930	–	6 003	–
– placements financiers		8 884	–	8 361	–
– engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 058	(8)	3 155	(8)
– autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir	1	2 110	(18)	2 929	(18)
Total de la valeur comptable brute, montant constaté au bilan		101 273	(346)	102 307	(344)
Prêts et autres engagements relatifs au crédit		46 205	(25)	46 978	(30)
– particuliers		8 554	(1)	8 797	(1)
– grandes sociétés et entreprises		37 651	(24)	38 181	(29)
Garanties financières	2	1 645	(2)	1 725	(2)
– particuliers		7	–	7	–
– grandes sociétés et entreprises		1 638	(2)	1 718	(2)
Total de la valeur nominale, montant hors bilan	3	47 850	(27)	48 703	(32)
		Juste valeur	Correction de valeur pour PCA	Juste valeur	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	13 853	(1)	15 024	(1)

1 N'incluent que les instruments financiers qui sont assujettis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9. Les autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, comprennent tant les actifs financiers que les actifs non financiers.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

3 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

4 Les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global continuent d'être évalués à la juste valeur, la correction de valeur pour PCA étant traitée en tant qu'élément pour mémoire. La variation des PCA est comptabilisée dans l'état du résultat net en tant que variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit.

Le tableau qui suit donne un aperçu du risque de crédit de la banque, par stade et par secteur, ainsi que de la couverture des PCA associée. Les actifs financiers comptabilisés pour chaque stade sont assortis des caractéristiques suivantes :

Stade 1 : non dépréciés, sans hausse significative du risque de crédit et pour lesquels une correction de valeur pour PCA sur 12 mois est comptabilisée.

Stade 2 : hausse significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Stade 3 : indications objectives de dépréciation, par conséquent, considérés comme en défaillance ou autrement dépréciés et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

## Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA\*

	Valeur comptable brute/valeur nominale <sup>1</sup>				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	57 772	17 165	383	75 320	(51)	(174)	(95)	(320)	0,1	1,0	24,8	0,4
– particuliers	31 163	4 346	147	35 656	(10)	(78)	(19)	(107)	–	1,8	12,9	0,3
– grandes sociétés et entreprises	26 609	12 819	236	39 664	(41)	(96)	(76)	(213)	0,2	0,7	32,2	0,5
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 003	–	–	1 003	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	24 525	407	18	24 950	(2)	(6)	(18)	(26)	–	1,5	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	40 492	5 561	152	46 205	(12)	(13)	–	(25)	–	0,2	–	0,1
– particuliers	8 343	171	40	8 554	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	32 149	5 390	112	37 651	(11)	(13)	–	(24)	–	0,2	–	0,1
Garanties financières <sup>2</sup>	1 454	165	26	1 645	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,6	–	0,1
– particuliers	7	–	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 447	165	26	1 638	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,6	–	0,1
<b>Au 31 mars 2023</b>	<b>125 246</b>	<b>23 298</b>	<b>579</b>	<b>149 123</b>	<b>(66)</b>	<b>(194)</b>	<b>(113)</b>	<b>(373)</b>	<b>0,1</b>	<b>0,8</b>	<b>19,5</b>	<b>0,3</b>

	Valeur comptable brute/valeur nominale <sup>1</sup>				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	60 549	14 254	377	75 180	(48)	(169)	(101)	(318)	0,1	1,2	26,8	0,4
– particuliers	33 367	2 628	132	36 127	(12)	(71)	(19)	(102)	–	2,7	14,4	0,3
– grandes sociétés et entreprises	27 182	11 626	245	39 053	(36)	(98)	(82)	(216)	0,1	0,8	33,5	0,6
Prêts et avances à des banques au coût amorti	344	–	–	344	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	26 205	561	17	26 783	(3)	(6)	(17)	(26)	–	1,1	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	40 482	6 374	122	46 978	(10)	(20)	–	(30)	–	0,3	–	0,1
– particuliers	8 600	156	41	8 797	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	31 882	6 218	81	38 181	(9)	(20)	–	(29)	–	0,3	–	0,1
Garanties financières <sup>2</sup>	1 576	117	32	1 725	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,9	–	0,1
– particuliers	7	–	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 569	117	32	1 718	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,9	–	0,1
<b>Au 31 déc. 2022</b>	<b>129 156</b>	<b>21 306</b>	<b>548</b>	<b>151 010</b>	<b>(62)</b>	<b>(196)</b>	<b>(118)</b>	<b>(376)</b>	<b>–</b>	<b>0,9</b>	<b>21,5</b>	<b>0,2</b>

<sup>1</sup> Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

<sup>2</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

### Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA\*

Au premier trimestre de 2023, les corrections de valeur pour PCA demeurent soumises à la grande incertitude relative aux prévisions des scénarios économiques.

En raison de ces incertitudes, les jugements et estimations de la direction demeurent axés sur la prudence, et ce, tant en ce qui concerne la sélection et la pondération des scénarios économiques que le recours à des ajustements subjectifs de la direction, lesquels reflètent la façon dont les conditions économiques interagissent avec les résultats modélisés et sont décrits plus en détail ci-dessous.

La constatation et l'évaluation des PCA exigent de poser des jugements importants et d'effectuer de nombreuses estimations. Nous élaborons divers scénarios économiques en nous appuyant sur des prévisions économiques, nous appliquons les hypothèses ainsi formulées aux modèles portant sur le risque de

crédit afin d'estimer les pertes de crédit futures et nous en pondérons les résultats sur une base probabiliste afin d'arriver à une estimation objective des PCA.

#### Méthodologie

Au cours du premier trimestre, quatre scénarios portant sur l'économie ont été utilisés pour rendre le contexte économique actuel et pour exprimer la vision de la direction quant à l'éventail des résultats possibles.

Trois des quatre scénarios standards ont été élaborés en fonction de prévisions consensuelles : un scénario central qui représente des prévisions de base; et deux scénarios périphériques qui reflètent les écarts à tendance optimiste et les écarts à tendance pessimiste par rapport au scénario central. Le quatrième scénario, soit le deuxième scénario pessimiste, illustre l'opinion de la direction quant aux risques les plus importants.

#### Description des scénarios économiques

Les hypothèses économiques décrites dans la présente section ont été formulées par la banque en fonction de prévisions externes établies expressément aux fins du calcul des PCA.

Bien que le risque élevé sur le plan macroéconomique persiste, les perspectives se sont améliorées depuis le quatrième trimestre de 2022. En effet, l'inflation devrait avoir atteint un sommet et l'indice des prix à la consommation a commencé à diminuer dans la foulée de la baisse des prix de l'énergie et de l'atténuation des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Fait important, la banque centrale devrait s'approcher du point culminant du cycle de resserrement actuel, les taux d'intérêt devant atteindre un sommet au cours des prochains mois.

Les prévisions économiques du scénario central demeurent incertaines. Par conséquent, les scénarios optimiste et pessimiste sont établis de manière à tenir compte des résultats économiques découlant de la cristallisation de nombreux risques macrofinanciers. Les risques liés au scénario central tiennent compte de l'inflation et de la politique monétaire. Les risques géopolitiques se font également menaçants. Ces risques comprennent la prolongation et l'intensification de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, le non-règlement des différends entre les États-Unis et la Chine au sujet de nombreux enjeux stratégiques et l'évolution des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Les quatre scénarios qui ont servi à calculer les PCA au 31 mars 2023 sont les suivants :

- Le scénario central consensuel : Ce scénario propose une croissance inférieure à la tendance pendant une période initiale dans la plupart des marchés, car l'inflation et le resserrement des politiques monétaires compriment les marges des entreprises et le revenu réel disponible des ménages. La croissance retrouve sa tendance à long terme prévue au cours des exercices à venir, les banques centrales ramenant la croissance à son taux cible.
- Le scénario optimiste consensuel : Aux termes de ce scénario, la reprise de l'activité économique à court terme est plus forte que celle prévue dans le scénario central consensuel. Ainsi, la croissance s'accélère, l'inflation chute à un rythme plus rapide, l'emploi se replie davantage et les marchés des capitaux ainsi que les prix des logements enregistrent des hausses plus solides que dans le scénario central.
- Le scénario pessimiste consensuel : Dans ce scénario, l'activité économique est plus faible que dans le scénario central, en raison d'un choc temporaire de la demande, ce qui crée une hausse marquée de l'inflation et des taux d'intérêt, supérieure à celle du scénario central, et entraîne une récession mondiale modérée. Selon ce scénario, le PIB se contracte, le chômage est en hausse et les marchés des capitaux et les prix des logements affichent un recul.
- Le deuxième scénario pessimiste : Ce scénario reflète l'opinion de la direction quant à la queue de la distribution économique et illustre la cristallisation simultanée de plusieurs risques qui entraînent une augmentation de l'inflation et des taux d'intérêt beaucoup plus importante que dans le scénario central. Ce scénario propose une escalade des risques géopolitiques et l'accentuation des ratés de la chaîne d'approvisionnement. Par conséquent, l'inflation et les taux d'intérêt augmentent considérablement, ce qui cause une récession mondiale profonde, une augmentation rapide du chômage et une baisse marquée des prix de l'habitation.

Bien que le scénario central demeure le plus probable, des résultats plus préoccupants, quoiqu'improbables, restent possibles, comme l'indiquent les scénarios pessimistes. La variation globale de l'importance des expositions aux prêts passant du stade 1 au stade 2 reflète la hausse des risques macroéconomiques, des incertitudes et des résultats modélisés, facteurs assujettis à l'incertitude lié à l'évaluation et aux estimations mais qui demeurent les meilleures estimations par la direction au 31 mars 2023.

Le tableau ci-après indique les principales variables macroéconomiques et les probabilités attribuées aux scénarios économiques consensuels ainsi qu'aux scénarios supplémentaires.

## Projections macroéconomiques<sup>1, 2</sup>

	Scénario central	Scénario optimiste consensuel			Scénario pessimiste consensuel			Deuxième scénario pessimiste		
	Moyenne quinquennale	Moyenne quinquennale	Meilleurs résultats		Moyenne quinquennale	Pires résultats		Moyenne quinquennale	Pires résultats	
<b>31 mars 2023</b>										
Croissance du PIB (%)	1,6	2,6	4,3	(T4 24)	0,6	(2,8)	(T4 23)	0,1	(4,6)	(T1 24)
Taux de chômage (%)	5,9	5,6	5,1	(T1 25)	6,4	7,6	(T4 23)	9,4	11,9	(T3 24)
Indice de prix des logements (%)	(0,6)	1,2	5,3	(T4 24)	(2,9)	(21,0)	(T2 23)	(5,5)	(34,7)	(T1 24)
Prix du pétrole Brent (\$ US le baril)	73,6	67,1	76,3	(T2 23)	83,5	80,8	(T1 25)	63,0	45,8	(T3 24)
Taux d'inflation	2,2	2,0	1,0	(T2 24)	2,4	4,5	(T1 24)	2,1	5,0	(T3 23)
Probabilité (%)	75		5		15			5		
<b>31 décembre 2022</b>										
Croissance du PIB (%)	1,6	2,7	4,3	(T3 24)	0,3	(3,9)	(T4 23)	(0,2)	(5,9)	(T4 23)
Taux de chômage (%)	5,9	5,7	5,2	(T3 24)	6,5	7,6	(T3 23)	9,4	11,6	(T2 24)
Indice de prix des logements (%)	(1,1)	0,7	4,9	(T2 24)	(3,5)	(23,8)	(T2 23)	(6,0)	(36,3)	(T4 23)
Prix du pétrole Brent (\$ US le baril)	77,2	70,7	85,7	(T1 23)	87,6	85,1	(T4 24)	67,2	54,1	(T3 24)
Taux d'inflation	2,4	2,2	1,0	(T1 24)	2,4	6,0	(T1 23)	2,2	6,5	(T1 23)
Probabilité (%)	70		5		15			10		

1 Les projections macroéconomiques au 31 mars 2023 sont fondées sur les moyennes de la période allant du T2 2023 au T1 2028 (moyennes de la période allant du T1 2023 au T4 2027 au 31 décembre 2022).

2 Les pires ou les meilleurs résultats renvoient au trimestre où le creux ou le sommet de la variable concernée est enregistré, pour les deux premières années du scénario.

### Probabilités attribuées dans les scénarios

Les pondérations attribuées aux scénarios ont changé en regard de celles employées au 31 décembre 2022. Au 31 mars 2023, une pondération combinée de 80 % (75 % au 31 décembre 2022) a été attribuée aux scénarios central et optimiste consensuels et une pondération combinée de 20 % (25 % au 31 décembre 2022) a été attribuée aux scénarios pessimistes.

### Ajustements subjectifs de la direction

Dans le cadre d'IFRS 9, les ajustements subjectifs apportés par la direction constituent des hausses ou des baisses à court terme des PCA, au niveau des clients ou des portefeuilles, de sorte à tenir compte de récents événements majeurs, des lacunes des modèles et des jugements des spécialistes du crédit durant l'examen et la critique des modèles par la direction.

Ces ajustements comprennent l'amélioration des données d'entrée, et l'utilisation des résultats des modèles ajustés selon le jugement de la direction et d'analyses quantitatives plus détaillées afin de définir les répercussions qu'il est difficile de modéliser.

Au 31 mars 2023, la direction avait posé des jugements subjectifs afin de refléter la dynamique du risque de crédit non prise en compte dans nos modèles. Les facteurs exigeant des ajustements subjectifs de la part de la direction continuent d'évoluer en phase avec la conjoncture économique.

Lorsque les perspectives macroéconomiques et celles concernant les risques liés aux portefeuilles s'améliorent sans cesse, comme en font foi de faibles taux de défaillance, les ajustements apportés dans le but de refléter l'accroissement prévu des risques sont retranchés ou réduits.

Par contre, d'autres ajustements sont augmentés si aucune amélioration des perspectives quant aux risques des portefeuilles n'est attendue ou si les résultats modélisés se révèlent trop sensibles, vu la légère dégradation des portefeuilles sous-jacents observée durant la présente pandémie, ou s'il appert que les risques propres à un secteur n'ont pas été adéquatement évalués.

Nous avons instauré des mesures de gouvernance interne afin de surveiller régulièrement les ajustements subjectifs de la direction et, lorsque cela est possible, de réduire le recours à ceux-ci par

voie du recalibrage ou de la refonte des modèles, au fil du temps, selon ce qui convient.

Les ajustements subjectifs que la direction a apportés afin d'estimer les PCA présentées au 31 mars 2023 sont indiqués dans le tableau suivant.

### Ajustements subjectifs de la direction aux PCA<sup>1</sup>

	Prêts de détail M\$	Prêts de gros M\$	Total M\$
Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles	22	45	67
Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs	42	—	42
<b>31 mars 2023</b>	<b>64</b>	<b>45</b>	<b>109</b>
Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles	16	35	51
Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs	42	—	42
<b>31 décembre 2022</b>	<b>58</b>	<b>35</b>	<b>93</b>

1 Les ajustements subjectifs de la direction présentés dans ce tableau reflètent des hausses des PCA.

Si la direction juge qu'il se peut que des ajustements aux PCA soient nécessaires, elle les apporte selon la répartition des expositions en fonction des stades. De plus, dans la mesure où les ajustements sont motivés par des changements dans l'appréciation du risque de crédit ou y sont imputables, la direction tient compte du stade approprié que ce soit pour un prêt individuel lorsque cela est possible ou pour un ensemble de prêts dans un secteur si cela se révèle nécessaire.

Lorsque nous procédons à de tels ajustements, nous évaluons si le risque de crédit a changé fortement ou non. Advenant, que pour un compte ou un portefeuille, un changement important du risque de crédit est décelé, nous transférons les prêts concernés entre les stades 1 et 2 selon que le changement est positif ou négatif en regard du modèle. L'ajustement correspondant aux PCA est fondé sur la répartition des stades dans le portefeuille, les prêts de stade 1 étant mesurés en fonction des PCA sur 12 mois, alors que ceux de stade 2 le sont d'après les PCA sur leur durée de vie.

## Analyse de sensibilité des scénarios économiques liés aux estimations des PCA

La direction a évalué la sensibilité des résultats des PCA à la lumière des prévisions économiques et en a tenu compte dans le processus de gouvernance des PCA en recalculant celles-ci selon chacun des scénarios indiqués ci-dessus pour quelques portefeuilles, en attribuant une pondération de 100 % à chacun de ces scénarios à tour de rôle. La pondération est prise en compte pour déterminer s'il y a une augmentation significative du risque de crédit ainsi que pour évaluer les PCA en résultant.

Les PCA calculées pour les scénarios optimiste et pessimiste ne doivent pas être considérées comme représentatives des pertes de crédit minimales et maximales qui pourraient réellement être subies, et il est possible que les résultats réels diffèrent considérablement des scénarios présentés dans l'analyse de sensibilité des PCA. L'incidence des défaillances qui pourraient survenir dans l'avenir aux termes de scénarios économiques différents est prise en compte en recalculant les PCA liées aux prêts de stades 1 et 2 à la date du bilan. Le groupe de prêts de stade 3 (en défaillance) à cette date demeure le même aux fins de ces calculs de la sensibilité. Les PCA liées aux prêts de stade 3 ne sont sensibles à des changements de prévisions économiques que si la perte en cas de défaillance d'un portefeuille donné l'est également. L'analyse de sensibilité des portefeuilles de prêts de gros et de ceux de détail pour chaque scénario tient compte des ajustements subjectifs de la direction, selon ce qui convient.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de gros, l'analyse de sensibilité exclut les PCA et les instruments financiers associés aux débiteurs en situation de défaut étant donné que la mesure des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs et qu'il est impossible d'isoler l'incidence des facteurs macroéconomiques dans le cadre d'évaluations individuelles.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de détail, l'analyse de sensibilité inclut les PCA liées aux prêts et avances à des clients en situation de défaut étant donné que les PCA des portefeuilles de prêts hypothécaires garantis, ce qui inclut les prêts de tout stade, sont sensibles aux variables macroéconomiques.

### Analyse des portefeuilles de prêts de gros

Les portefeuilles ci-dessous ont été sélectionnés en fonction de leur apport aux PCA et de leur sensibilité aux facteurs macroéconomiques.

### Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)<sup>1</sup>

PCA associées aux instruments financiers exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation <sup>2</sup>	31 mars 2023	31 déc. 2022
	M\$	M\$
PCA présentées	169	171
Scénario central consensuel – 100 %	139	108
Scénario optimiste consensuel – 100 %	102	82
Scénario pessimiste consensuel – 100 %	216	201
Deuxième scénario pessimiste – 100 %	681	787
Valeur comptable brute/valeur nominale <sup>3</sup>	113 434	114 583

- <sup>1</sup> Exclut les PCA et les instruments financiers en lien avec des débiteurs en situation de défaut étant donné que le calcul des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs.
- <sup>2</sup> Inclut les instruments financiers hors bilan exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation.
- <sup>3</sup> Inclut les instruments financiers présentant un faible risque de crédit, tels les instruments d'emprunt à la JVAERG, lesquels ont une valeur comptable élevée, mais de faibles PCA aux termes de tous ces scénarios.

### Analyse des portefeuilles de prêts de détail

Les expositions modélisées au moyen de l'approche réservée aux petits portefeuilles ont été exclues de l'analyse de sensibilité.

### Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)<sup>1</sup>

PCA associées aux prêts et avances à des clients <sup>2</sup>	31 mars 2023	31 déc. 2022
	M\$	M\$
PCA présentées	102	96
Scénario central consensuel – 100 %	100	92
Scénario optimiste consensuel – 100 %	93	87
Scénario pessimiste consensuel – 100 %	107	100
Deuxième scénario pessimiste – 100 %	151	142
Valeur comptable brute	35 957	36 429

- <sup>1</sup> La sensibilité des PCA ne tient pas compte des portefeuilles pour lesquels les méthodes de modélisation sont moins complexes.
- <sup>2</sup> La sensibilité des PCA ne tient compte que des instruments financiers figurant au bilan et auxquels s'appliquent les dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation.

## Rapport de gestion

### Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières\*<sup>1</sup>

	Note	Trimestre clos le								
		31 mars 2023				31 mars 2022				
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux		Total
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3		
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>		59	190	101	350	78	163	128	369	
Transferts d'instruments financiers	2	41	(40)	(1)	—	27	(48)	21	—	
– transferts du stade 1 au stade 2		(3)	3	—	—	(2)	2	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1		43	(43)	—	—	28	(28)	—	—	
– transferts vers le stade 3		—	(3)	3	—	—	(25)	25	—	
– transferts hors du stade 3		1	3	(4)	—	1	3	(4)	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(11)	6	—	(5)	(18)	3	—	(15)	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		5	—	—	5	4	—	—	4	
Variations des paramètres de risque		(29)	39	4	14	(22)	3	(3)	(22)	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(1)	(7)	(2)	(10)	(1)	(6)	(1)	(8)	
Actifs sortis du bilan		—	—	(7)	(7)	—	—	(4)	(4)	
Change		—	—	—	—	(1)	(1)	—	(2)	
<b>Solde à la clôture de la période</b>		64	188	95	347	67	114	141	322	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(36)	38	2	4	(37)	—	(4)	(41)	
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(2)	(2)	—	—	(1)	(1)	
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>		(36)	38	—	2	(37)	—	(5)	(42)	

<sup>1</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

<sup>2</sup> Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

	Au	Trimestre clos le	Au	Trimestre clos le
	31 mars 2023	31 mars 2023	31 mars 2022	31 mars 2022
Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit	M\$	M\$	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit	M\$
		Charge/(reprise) au titre des PCA		Charge/(reprise) au titre des PCA
<b>Tel qu'indiqué précédemment</b>	347	2	322	(42)
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	26	—	30	—
Contrats de garantie de bonne exécution	1	—	8	—
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1	—	—	—
<b>Total de la correction de valeur pour PCA/Total de la charge/(reprise) comptabilisée à l'état du résultat net au titre des PCA pour la période</b>	375	2	360	(42)

## Qualité de crédit des instruments financiers\*

Nous évaluons la qualité de crédit de tous les instruments financiers qui sont exposés au risque de crédit. La qualité de crédit des instruments financiers reflète une évaluation à un moment précis de leur probabilité de défaillance, alors que les stades 1 et 2 selon IFRS 9 sont déterminés en fonction de la détérioration relative de la qualité de crédit depuis la constatation initiale.

Par conséquent, en ce qui concerne les instruments financiers non douteux, il n'existe aucun lien direct entre l'évaluation de la qualité de crédit et les stades 1 et 2 selon IFRS 9 même si, typiquement, la proportion des fourchettes inférieures de la qualité de crédit est plus importante au stade 2.

### Définitions servant au classement selon la qualité

- Les prêts de la catégorie « excellente » sont associés à une grande capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à une probabilité de défaillance négligeable ou faible et/ou de faibles niveaux de pertes prévues.
- Les prêts de la catégorie « bonne » doivent faire l'objet d'une surveillance un peu plus étroite et sont associés à une bonne capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à un faible risque de défaillance.
- Les prêts de la catégorie « satisfaisante » doivent faire l'objet d'une surveillance plus étroite, les emprunteurs étant en mesure ou assez en mesure de respecter leurs engagements financiers, et sont associés à un risque de défaillance modéré.
- Les prêts de la catégorie « faible » exigent une attention soutenue, à divers degrés, et sont associés à un risque de défaillance plus inquiétant.
- Les prêts de la catégorie « douteuse » sont jugés comme douteux.

Les cinq catégories de classement de la qualité définies ci-dessus englobent toutes une fourchette de notations de crédit internes détaillées qui ont été attribuées aux activités d'octroi de prêts de gros et de prêts personnels ainsi que des notations externes qui ont été accordées par des agences externes aux titres de créance.

La qualité de crédit des prêts personnels est présentée en fonction d'une probabilité de défaillance sur 12 mois établie à un moment précis et au moyen de pondérations probabilistes. La qualité de crédit des prêts de gros est fondée sur des notations internes du risque de crédit.

### Classement selon la qualité de crédit

Classement selon la qualité	Titres de créance et autres lettres de change		Prêts de gros		Prêts personnels	
	Notation externe	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle et des pondérations probabilistes (%)	
Excellente	A- et supérieure	CRR1 à CRR2	0,000-0,169	Fourchettes 1 et 2	0,000-0,500	
Bonne	BBB+ à BBB-	CRR3	0,170-0,740	Fourchette 3	0,501-1,500	
Satisfaisante	BB+ à B et non noté	CRR4 à CRR5	0,741-4,914	Fourchettes 4 et 5	1,501-20,000	
Faible	B- à C	CRR6 à CRR8	4,915-99,999	Fourchette 6	20,001-99,999	
Douteuse	Défaillance	CRR9 à CRR10	100,000	Fourchette 7	100,000	

## Rapport de gestion

### Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers\*

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur nette M\$
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$	Total M\$		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>1</sup>	14 441	—	—	—	—	14 441	(1)	14 440
– stade 1	14 441	—	—	—	—	14 441	(1)	14 440
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	34 938	19 856	17 670	2 473	383	75 320	(320)	75 000
– stade 1	34 863	15 450	7 212	247	—	57 772	(51)	57 721
– stade 2	75	4 406	10 458	2 226	—	17 165	(174)	16 991
– stade 3	—	—	—	—	383	383	(95)	288
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 003	—	—	—	—	1 003	—	1 003
– stade 1	1 003	—	—	—	—	1 003	—	1 003
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	21 387	2 232	1 268	45	18	24 950	(26)	24 924
– stade 1	21 387	2 069	1 067	2	—	24 525	(2)	24 523
– stade 2	—	163	201	43	—	407	(6)	401
– stade 3	—	—	—	—	18	18	(18)	—
<b>Total de la valeur comptable brute figurant au bilan</b>	<b>71 769</b>	<b>22 088</b>	<b>18 938</b>	<b>2 518</b>	<b>401</b>	<b>115 714</b>	<b>(347)</b>	<b>115 367</b>
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	62,0 %	19,1 %	16,4 %	2,2 %	0,3 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	17 471	19 736	8 226	620	152	46 205	(25)	46 180
– stade 1	17 372	17 322	5 650	148	—	40 492	(12)	40 480
– stade 2	99	2 414	2 576	472	—	5 561	(13)	5 548
– stade 3	—	—	—	—	152	152	—	152
Garanties financières <sup>2</sup>	858	411	300	50	26	1 645	(2)	1 643
– stade 1	858	406	184	6	—	1 454	(1)	1 453
– stade 2	—	5	116	44	—	165	(1)	164
– stade 3	—	—	—	—	26	26	—	26
<b>Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan</b>	<b>18 329</b>	<b>20 147</b>	<b>8 526</b>	<b>670</b>	<b>178</b>	<b>47 850</b>	<b>(27)</b>	<b>47 823</b>
<b>Au 31 mars 2023</b>	<b>90 098</b>	<b>42 235</b>	<b>27 464</b>	<b>3 188</b>	<b>579</b>	<b>163 564</b>	<b>(374)</b>	<b>163 190</b>

1 Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la JVAERG présentés ci-dessus ne correspondra pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers (suite)\*

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA	Valeur nette
	Excellente	Bonne	Satisfaisante	Faible	Douteuse	Total		
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>1</sup>	15 772	—	—	—	—	15 772	(1)	15 771
– stade 1	15 772	—	—	—	—	15 772	(1)	15 771
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	37 518	19 617	14 759	2 909	377	75 180	(318)	74 862
– stade 1	37 468	15 385	7 550	146	—	60 549	(48)	60 501
– stade 2	50	4 232	7 209	2 763	—	14 254	(169)	14 085
– stade 3	—	—	—	—	377	377	(101)	276
Prêts et avances à des banques au coût amorti	335	6	3	—	—	344	—	344
– stade 1	335	6	3	—	—	344	—	344
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	23 397	2 076	1 253	40	17	26 783	(26)	26 757
– stade 1	23 397	1 787	1 017	4	—	26 205	(3)	26 202
– stade 2	—	289	236	36	—	561	(6)	555
– stade 3	—	—	—	—	17	17	(17)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	77 022	21 699	16 015	2 949	394	118 079	(345)	117 734
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	65,2 %	18,4 %	13,6 %	2,5 %	0,3 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	18 781	19 453	7 976	646	122	46 978	(30)	46 948
– stade 1	18 725	16 289	5 418	50	—	40 482	(10)	40 472
– stade 2	56	3 164	2 558	596	—	6 374	(20)	6 354
– stade 3	—	—	—	—	122	122	—	122
Garanties financières <sup>2</sup>	988	384	280	41	32	1 725	(2)	1 723
– stade 1	988	380	206	2	—	1 576	(1)	1 575
– stade 2	—	4	74	39	—	117	(1)	116
– stade 3	—	—	—	—	32	32	—	32
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	19 769	19 837	8 256	687	154	48 703	(32)	48 671
Au 31 déc. 2022	96 791	41 536	24 271	3 636	548	166 782	(377)	166 405

<sup>1</sup> Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la JVAERG présentés ci-dessus ne correspondra pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

<sup>2</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

# Rapport de gestion

## Prêts de gros

### Total des prêts de gros – Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	31 mars 2023		31 déc. 2022	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Notes	M\$	M\$	M\$	M\$
<b>Grandes sociétés et entreprises</b>				
– agriculture, foresterie et pêches	896	(2)	954	(3)
– extraction minière et exploitation de carrières <sup>1</sup>	1 660	(17)	1 677	(19)
– fabrication	7 103	(35)	6 835	(38)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	296	(3)	255	(7)
– aqueduc, égouts, gestion des déchets et remise en état	119	–	109	(1)
– construction	1 066	(8)	1 024	(9)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	7 245	(40)	7 116	(37)
– aviation, transport et entreposage	3 076	(16)	2 818	(15)
– hébergement et restauration	1 751	(18)	1 658	(13)
– édition, audiovisuel et diffusion	834	(9)	866	(6)
– immobilier	10 730	(32)	10 723	(29)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques	1 004	(3)	976	(3)
– services administratifs et de soutien	799	(7)	727	(12)
– éducation	139	(1)	113	(1)
– santé et soins	431	(14)	413	(14)
– arts, divertissements et loisirs	254	–	255	(1)
– autres services	96	–	240	(1)
– gouvernement	37	–	35	–
– institutions financières non bancaires	2 128	(8)	2 259	(7)
<b>Total</b>	<b>39 664</b>	<b>(213)</b>	<b>39 053</b>	<b>(216)</b>
<b>Par région</b> <sup>2</sup>				
<b>Canada</b>	<b>36 785</b>	<b>(205)</b>	<b>36 058</b>	<b>(206)</b>
– Colombie-Britannique	10 858	(38)	10 704	(28)
– Ontario	13 684	(88)	13 541	(100)
– Alberta	5 239	(34)	5 199	(40)
– Québec	4 833	(30)	4 534	(23)
– Saskatchewan et Manitoba	1 396	(10)	1 342	(12)
– Provinces de l'Atlantique	775	(5)	738	(3)
États-Unis d'Amérique	1 555	(6)	1 808	(8)
Autres	1 324	(2)	1 187	(2)
<b>Total</b>	<b>39 664</b>	<b>(213)</b>	<b>39 053</b>	<b>(216)</b>

<sup>1</sup> La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 56 % de la valeur comptable brute et 41 % de la correction de valeur pour PCA au 31 mars 2023 (environ 59 % de la valeur comptable brute et 60 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2022).

<sup>2</sup> La répartition géographique par province est établie en fonction de l'adresse de la succursale qui a octroyé le prêt et la répartition géographique à l'étranger est fondée sur le pays de constitution.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières\*<sup>1</sup>

	Note	Trimestre clos le									
		31 mars 2023				31 mars 2022					
		Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux		Total
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3			
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>		<b>46</b>	<b>119</b>	<b>82</b>	<b>247</b>	<b>67</b>	<b>119</b>	<b>106</b>	<b>292</b>		
Transferts d'instruments financiers :	2	<b>30</b>	<b>(31)</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>13</b>	<b>(36)</b>	<b>23</b>	<b>—</b>		
– transferts du stade 1 au stade 2		(2)	2	—	—	(1)	1	—	—		
– transferts du stade 2 au stade 1		32	(32)	—	—	14	(14)	—	—		
– transferts vers le stade 3		—	(1)	1	—	—	(23)	23	—		
– transferts hors du stade 3		—	—	—	—	—	—	—	—		
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(6)	2	—	(4)	(8)	1	—	(7)		
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		4	—	—	4	3	—	—	3		
Variations des paramètres de risque		(21)	25	(2)	2	(17)	(12)	(3)	(32)		
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		—	(5)	(2)	(7)	(1)	(4)	—	(5)		
Actifs sortis du bilan		—	—	(3)	(3)	—	—	(1)	(1)		
Change		—	—	—	—	(1)	(1)	—	(2)		
<b>Solde à la clôture de la période</b>		<b>53</b>	<b>110</b>	<b>76</b>	<b>239</b>	<b>56</b>	<b>67</b>	<b>125</b>	<b>248</b>		
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(23)	22	(4)	(5)	(23)	(15)	(3)	(41)		
Reprises sur pertes de valeur		—	—	—	—	—	—	—	—		
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>		<b>(23)</b>	<b>22</b>	<b>(4)</b>	<b>(5)</b>	<b>(23)</b>	<b>(15)</b>	<b>(3)</b>	<b>(41)</b>		

<sup>1</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

<sup>2</sup> Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

En regard de ce qu'elle était au 31 décembre 2022, la correction de valeur pour PCA liées aux prêts de gros a diminué de 8 M\$, ou 3 %, et la variation des PCA au cours du trimestre clos le 31 mars 2023 s'est traduite par une reprise de 5 M\$ à l'état du résultat net. La reprise se rapporte principalement aux variations liées à certains clients dans le portefeuille de prêts douteux.

La reprise de 5 M\$ au titre des PCA pour le trimestre clos le 31 mars 2023 qui est présentée dans le tableau ci-dessus est constituée d'une reprise de 4 M\$ liée à l'incidence des transferts entre les stades sur la réévaluation nette et d'une reprise de 3 M\$

imputable aux fluctuations nettes sous-jacentes des volumes, contrebalancées par une charge de 2 M\$ associée aux changements des paramètres de risque sous-jacents, incluant l'incidence sur la qualité du crédit des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre.

Le total de la couverture des PCA liées aux prêts et avances à des clients des services aux grandes sociétés et entreprises se situait à 0,5 % au 31 mars 2023, ce qui représente une baisse de 0,1 % comparativement à celui au 31 décembre 2022.

# Rapport de gestion

## Prêts personnels

### Total des prêts personnels - Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Note	Au			
		31 mars 2023		31 déc. 2022	
		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts hypothécaires résidentiels		32 982	(66)	33 388	(58)
Marges de crédit sur l'avoir propre		1 371	(8)	1 407	(11)
Facilités de crédit personnel renouvelables		403	(11)	427	(10)
Portefeuille de prêts de détail sur cartes de crédit		398	(13)	405	(13)
Portefeuille de prêts à la consommation en voie de liquidation		24	(3)	26	(3)
Autres facilités de crédit personnel		478	(6)	474	(7)
<b>Total</b>		<b>35 656</b>	<b>(107)</b>	<b>36 127</b>	<b>(102)</b>
<b>Par région</b>	1,2				
Canada		35 637	(107)	36 107	(101)
– Colombie-Britannique		15 099	(40)	15 372	(38)
– Ontario		16 569	(52)	16 704	(47)
– Alberta		1 757	(6)	1 793	(7)
– Québec		1 603	(5)	1 618	(5)
– Saskatchewan et Manitoba		320	(2)	327	(2)
– Provinces de l'Atlantique		281	(2)	285	(2)
– Territoires		8	—	8	—
Autres		19	—	20	(1)
<b>Total</b>		<b>35 656</b>	<b>(107)</b>	<b>36 127</b>	<b>(102)</b>

1 L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse des propriétés dans le cas des prêts garantis par des biens immobiliers et sur celle des clients dans le cas des autres prêts.

### Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières\*<sup>1</sup>

	Note	Trimestre clos le								
		31 mars 2023				31 mars 2022				
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux		Total
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3		
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>		13	71	19	103	11	44	22	77	
Transferts d'instruments financiers :	2	11	(9)	(2)	—	14	(12)	(2)	—	
– transferts du stade 1 au stade 2		(1)	1	—	—	(1)	1	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1		11	(11)	—	—	14	(14)	—	—	
– transferts vers le stade 3		—	(2)	2	—	—	(2)	2	—	
– transferts hors du stade 3		1	3	(4)	—	1	3	(4)	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(5)	4	—	(1)	(10)	2	—	(8)	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		1	—	—	1	1	—	—	1	
Variations des paramètres de risque		(8)	14	6	12	(5)	15	—	10	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(1)	(2)	—	(3)	—	(2)	(1)	(3)	
Actifs sortis du bilan		—	—	(4)	(4)	—	—	(3)	(3)	
Change		—	—	—	—	—	—	—	—	
<b>Solde à la clôture de la période</b>		<b>11</b>	<b>78</b>	<b>19</b>	<b>108</b>	<b>11</b>	<b>47</b>	<b>16</b>	<b>74</b>	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(13)	16	6	9	(14)	15	(1)	—	
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(2)	(2)	—	—	(1)	(1)	
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>		<b>(13)</b>	<b>16</b>	<b>4</b>	<b>7</b>	<b>(14)</b>	<b>15</b>	<b>(2)</b>	<b>(1)</b>	

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Le total de la correction de valeur pour PCA liées aux prêts personnels a augmenté de 5 M\$, ou 5 %, au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, et s'est traduit par une charge de 7 M\$ à l'état du résultat net. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, la charge a découlé de la détérioration continue des variables macroéconomiques prospectives.

La charge de 7 M\$ au titre des PCA pour le trimestre clos le 31 mars 2023 qui est présentée dans le tableau ci-dessus est constituée d'un montant de 12 M\$ au titre des changements des paramètres de risque sous-jacents, incluant l'incidence, sur la qualité du crédit, des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre, compensée par une reprise de 2 M\$ imputable aux fluctuations nettes sous-jacentes des volumes et par une reprise de 1 M\$ qui a trait à l'incidence des transferts entre les stades sur la réévaluation nette. Des reprises sur pertes de valeur de 2 M\$ ont été constatées durant le trimestre clos le 31 mars 2023.

Les sorties du bilan ont résulté principalement des prêts sur cartes et des facilités de crédit personnel.

## Prêts hypothécaires et marges de crédit sur l'avoir propre

La plupart des portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l'avoir propre de la banque sont garantis par une sûreté de premier rang grevant le bien immobilier sous-jacent.

Les tableaux ci-après présentent en détail la façon dont la banque atténue davantage le risque par une diversification géographique des marchés où elle exerce ses activités et la souscription d'assurances couvrant la défaillance potentielle des emprunteurs. Par ailleurs, la banque s'impose des normes strictes en matière de souscription et de surveillance des portefeuilles dans le but d'en maintenir la qualité.

### Assurance et répartition géographique<sup>1, 5</sup>

	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur l'avoir propre <sup>2</sup>		
	Assurés <sup>3</sup>		Non assurés <sup>3</sup>		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%	M\$	M\$	%
Colombie-Britannique	1 398	10 %	12 813	90 %	14 211	644	100 %
Ouest canadien <sup>4</sup>	788	43 %	1 039	57 %	1 827	128	100 %
Ontario	2 566	16 %	13 329	84 %	15 895	530	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	712	42 %	985	58 %	1 697	68	100 %
<b>Au 31 mars 2023</b>	<b>5 464</b>	<b>16 %</b>	<b>28 166</b>	<b>84 %</b>	<b>33 630</b>	<b>1 370</b>	<b>100 %</b>
Colombie-Britannique	1 432	10 %	12 995	90 %	14 427	659	100 %
Ouest canadien <sup>4</sup>	815	44 %	1 046	56 %	1 861	137	100 %
Ontario	2 617	16 %	13 390	84 %	16 007	537	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	729	42 %	995	58 %	1 724	66	100 %
Au 31 déc. 2022	5 593	16 %	28 426	84 %	34 019	1 399	100 %

<sup>1</sup> La répartition géographique est fonction de l'emplacement des propriétés.

<sup>2</sup> Les marges de crédit sur l'avoir propre sont des marges de crédit garanties par la valeur nette d'une propriété.

<sup>3</sup> Les prêts hypothécaires assurés sont protégés des pertes potentielles liées aux emprunteurs par la souscription d'une assurance de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres assureurs privés autorisés.

<sup>4</sup> La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

<sup>5</sup> Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoir propre comprennent des prêts de gros et des prêts personnels.

### Durée d'amortissement<sup>1</sup>

	Prêts hypothécaires résidentiels				
	≤ 20 ans	> 20 à ≤ 25 ans	> 25 à ≤ 30 ans	> 30 à < 35 ans <sup>2</sup>	> 35 ans <sup>2</sup>
<b>Au 31 mars 2023</b>	<b>17,6 %</b>	<b>36,1 %</b>	<b>16,8 %</b>	<b>5,2 %</b>	<b>24,3 %</b>
Au 31 déc. 2022	16,5 %	35,4 %	15,4 %	6,9 %	25,8 %

<sup>1</sup> La durée d'amortissement est fondée sur la durée résiduelle effective des prêts hypothécaires résidentiels.

<sup>2</sup> Notre politique vise à octroyer des prêts hypothécaires dont la durée d'amortissement est de 30 ans ou moins. Les durées d'amortissement qui excèdent 30 ans reflètent l'incidence des hausses des taux d'intérêt liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires à taux variable. Pour ces prêts, la durée d'amortissement sera ramenée au calendrier d'amortissement initial au moment du renouvellement ou lorsque le prêt atteint le taux limite.

## Ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts<sup>1, 2</sup>

	À la clôture du trimestre	
	Ratio prêt-valeur des prêts non assurés (en %) <sup>3</sup>	
	Prêts hypothécaires résidentiels %	Marges de crédit sur l'avoire propre %
Colombie-Britannique	55,3 %	48,7 %
Ouest canadien <sup>4</sup>	60,3 %	64,1 %
Ontario	60,4 %	56,0 %
Québec et provinces de l'Atlantique	61,9 %	57,0 %
<b>Total au Canada pour le trimestre clos le 31 mars 2023</b>	<b>58,8 %</b>	<b>54,3 %</b>
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 déc. 2022	58,9 %	56,8 %

<sup>1</sup> Tous les nouveaux prêts et toutes les nouvelles marges de crédit sur l'avoire propre ont été octroyés par la HSBC. Aucune acquisition n'a été effectuée durant la période.

<sup>2</sup> Les nouveaux prêts excluent les renouvellements des prêts hypothécaires.

<sup>3</sup> Les ratios prêt-valeur sont de simples moyennes calculées à partir de la valeur des propriétés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire.

<sup>4</sup> La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

## Répercussions potentielles d'un ralentissement économique sur les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoire propre

La banque soumet son portefeuille de prêts personnels à des simulations de crise afin d'estimer l'incidence d'une augmentation du taux de chômage, d'une hausse des taux d'intérêt, d'une baisse de la valeur des propriétés et des fluctuations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. L'augmentation potentielle des pertes liées au portefeuille de prêts hypothécaires en cas de détérioration de l'économie est

jugée surmontable compte tenu de la diversification de ce portefeuille, de son faible ratio prêt-valeur et des stratégies d'atténuation des risques en place.

## Prêts douteux

Le tableau ci-après renferme une analyse de la valeur comptable brute des prêts et avances à des banques et à des clients qui sont considérés comme douteux (actifs financiers de stade 3).

## Prêts et avances douteux à des banques et à des clients\*

	Au			
	31 mars 2023		31 déc. 2022	
	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
Notes				
Grandes sociétés et entreprises	236	(76)	245	(82)
– agriculture, foresterie et pêches	2	–	2	–
– extraction minière et exploitation de carrières	86	(12)	86	(14)
– fabrication	44	(17)	43	(16)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	12	(3)	16	(7)
– construction	7	(1)	5	(2)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	42	(18)	47	(17)
– aviation, transport et entreposage	5	(2)	5	(2)
– hébergement et restauration	1	(1)	–	–
– édition, audiovisuel et diffusion	6	(6)	6	(4)
– immobilier	–	–	1	(1)
– services administratifs et de soutien	4	(4)	8	(8)
– santé et soins	26	(11)	25	(10)
– institutions financières non bancaires	1	(1)	1	(1)
Ménages	147	(19)	132	(19)
Total	383	(95)	377	(101)

<sup>1</sup> La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 57 % de la valeur comptable brute et 24 % de la correction de valeur pour PCA au 31 mars 2023 (environ 57 % de la valeur comptable brute et 47 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2022).

<sup>2</sup> La catégorie Ménages tient compte du portefeuille de prêts personnels.

## Prêts faisant l'objet d'un délai de grâce

Au 31 mars 2023, la valeur comptable brute des prêts faisant l'objet d'un délai de grâce s'établissait à 744 M\$ (497 M\$ au 31 décembre 2022) et la correction de valeur pour PCA se situait à 50 M\$ (43 M\$ au 31 décembre 2022).

Se reporter à la rubrique « Gestion du risque de crédit » à la page 33 du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour obtenir un sommaire de nos méthodes et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

## Risque de trésorerie

### Aperçu

Le risque de trésorerie s'entend du risque que nous ne disposions pas de suffisamment de capital, de liquidités ou de ressources de financement pour respecter nos obligations financières et les exigences que nous impose la réglementation. Il englobe le risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence négative sur notre résultat ou notre capital.

Le risque de trésorerie découle des changements dans les ressources et profils de risque respectifs en raison des comportements des clients, des décisions prises par la direction ou de la conjoncture externe.

### Méthode et politique

Notre objectif en matière de gestion du risque de trésorerie est d'assurer le maintien de niveaux appropriés pour ce qui est du capital, des liquidités, du financement, des devises et du risque de marché de sorte à soutenir notre stratégie commerciale et veiller au respect des exigences réglementaires et de celles concernant les simulations de crise.

Notre méthode de gestion du risque de trésorerie est fonction de nos besoins stratégiques et organisationnels, lesquels tiennent compte des cadres réglementaire, économique et commercial. Nous entendons maintenir une excellente base de capital et de liquidités afin de favoriser la gestion des risques inhérents à nos activités et de procéder aux investissements que dicte notre stratégie, tout en respectant, en tout temps, les exigences réglementaires locales et consolidées.

Notre politique s'appuie sur notre cadre de gestion des risques, notre programme interne d'évaluation de l'adéquation du capital (« PIEAC ») et notre processus d'évaluation interne de la suffisance des liquidités (« PEISL »). Ce cadre met en jeu plusieurs mesures qui concordent avec celles servant à l'appréciation des risques à des fins internes et à des fins réglementaires.

Le PIEAC et le PEISL permettent d'obtenir une évaluation de la suffisance du capital et des liquidités de la banque, compte tenu des mesures de risque, du modèle d'affaires, de la stratégie, de la performance et de la planification, des risques inhérents au capital ainsi que des conséquences des simulations de crise sur le capital et sur les liquidités.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de trésorerie » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de trésorerie ainsi que de ses politiques et méthodes actuelles.

### Appréciation du capital et du risque de liquidité et de financement

Notre cadre de gestion du capital intègre les principaux degrés de tolérance à ce risque eu égard au ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1, au ratio du capital de catégorie 1, au ratio de capital total et au ratio de levier. Un profil approprié du risque de liquidité et de financement est géré au moyen des paramètres critiques de la tolérance au risque qu'emploie le conseil, ce qui inclut le ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou « LCR »), le ratio de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou « NSFR ») et la mesure interne du calcul des liquidités (« MICL »).

Le BSIF a publié la version finale de sa ligne directrice concernant les réformes de Bâle III en janvier 2022, et la banque continue d'évaluer l'incidence de ces changements sur ses besoins en capital et en liquidités et de s'y préparer. Les règlements modifiés entreront en vigueur au cours du deuxième trimestre de 2023, si ce n'est des exigences concernant le risque de rajustement de la valeur de crédit et le risque de marché qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### Appréciation du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire

L'équipe chargée de la gestion de la trésorerie utilise divers paramètres pour surveiller et gérer le risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire, notamment la sensibilité des produits d'intérêts nets et la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres.

L'un des principaux aspects de la gestion du risque de taux d'intérêt inhérent aux instruments non négociés est la surveillance de la sensibilité des produits d'intérêts nets attendus aux termes de divers scénarios sur ces taux (comme la modélisation à des fins de simulation) au moyen du modèle du résultat à risque, pour lequel les variables économiques demeurent constantes.

La valeur économique des capitaux propres (« VECP ») représente la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs du portefeuille bancaire qui pourraient être distribués aux bailleurs de fonds propres aux termes d'un scénario mettant en jeu une liquidation contrôlée. La sensibilité de la VECP représente la variation prévue de celle-ci par suite de chocs de taux d'intérêt prédéterminés, les autres variables économiques demeurant constantes. Nous surveillons les sensibilités de la VECP que nous exprimons sous forme de pourcentage des ressources en capital.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de trésorerie » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description du processus de gestion du capital, du risque de liquidité et de financement et du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire.

### Risque de liquidité et risque de financement

On entend par risque de liquidité et de financement le risque de perte auquel la banque est exposée si elle se révèle incapable de générer suffisamment de trésorerie ou de ses équivalents pour s'acquitter de ses obligations financières à un coût raisonnable lorsqu'elles deviennent exigibles. Ses obligations financières comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, les emprunts, les placements et les nantissements.

L'objectif du cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de la banque est de lui assurer de pouvoir faire face à tous ses engagements de financement prévisibles, y compris les retraits de dépôts, lorsqu'ils deviennent exigibles, et d'avoir accès aux marchés de gros de manière ordonnée et efficiente. Il vise à permettre à la banque de résister à de graves crises de liquidité et à lui procurer de la souplesse face à l'évolution des modèles d'affaires, des marchés et des règlements.

La banque a encore surpassé les niveaux de liquidité et de financement réglementaires minimaux au cours du premier trimestre de 2023.

## Gestion du risque de liquidité et de financement

Nous continuons d'exécuter notre stratégie de gestion des risques de liquidité et de financement qui est décrite à la rubrique « Risque de liquidité et de financement » du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Le tableau suivant présente le LCR de la banque, tel qu'il est défini par le BSIF. Le LCR moyen de la banque est calculé en tant que ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties de trésorerie nettes en cas de crise dans les 30 prochains jours civils. Le LCR moyen de la banque est passé de 164 % au trimestre précédent à 172 % pour le trimestre clos le 31 mars 2023. Cette hausse est principalement attribuable à la diminution des sorties de trésorerie nettes au cours du trimestre découlant d'une baisse des sorties de trésorerie liées aux dépôts des clients des activités de détail et de la hausse des entrées de trésorerie liées aux prêts.

La banque surveille toujours de près ses liquidités afin de pouvoir composer avec l'évolution des besoins de sa clientèle et avec tout changement en raison de la récente volatilité des marchés.

### Ratio de liquidité à court terme du BSIF<sup>1</sup>

	Moyenne pour le trimestre clos le <sup>1</sup>	
	31 mars 2023	31 déc. 2022
Total des actifs liquides de haute qualité <sup>2</sup> (M\$)	29 941	30 141
Total des sorties de trésorerie nettes <sup>2</sup> (M\$)	17 424	18 360
Ratio de liquidité à court terme (%)	172	164

<sup>1</sup> Les données présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Par conséquent, le LCR est un ratio moyen pour le trimestre et peut ne pas correspondre au LCR calculé en divisant le total pondéré des actifs liquides de haute qualité par le total des sorties de trésorerie nettes pondérées.

<sup>2</sup> Ces valeurs sont pondérées et sont calculées après l'application des pondérations prescrites aux termes de la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF s'appliquant aux actifs liquides de grande qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

Pour établir ses besoins en matière de liquidité à long terme, la banque calcule le NSFR conformément aux exigences de la Prudential Regulation Authority. La banque appliquera le NSFR du BSIF en juin 2023 et, en vue de s'y préparer, des améliorations aux systèmes et aux données ont été mises en œuvre. Le NSFR oblige les banques à maintenir un profil de financement stable par rapport à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan, et il rend compte de leur profil de financement à long terme (financement d'une durée de plus de un an). Ce ratio se veut un complément du LCR. La banque a apporté des améliorations aux flux de trésorerie nets cumulatifs (Net Cumulative Cash Flow ou « NCCF ») en avril 2023, conformément à la version définitive des mises à jour que le BSIF a apportées à sa ligne directrice sur les normes de liquidité. Les NCCF sont un outil de surveillance qui mesure la période visée par les flux de trésorerie nets positifs afin de saisir le risque que représentent les asymétries de financement entre les actifs et les passifs.

Au cours du trimestre, la banque a procédé à une émission d'obligations sécurisées en euros. Actuellement, la banque détient trois obligations sécurisées en euros qui sont inscrites à la Bourse de Londres, en plus d'une obligation sécurisée en dollars américains. Ces titres diversifient les sources de financement de la banque tout en élargissant son bassin d'investisseurs.

## Actifs liquides

Les actifs liquides sont détenus et gérés de façon autonome par les entités en exploitation. La plupart sont détenus directement par le service Marchés, trésorerie dans le but premier de gérer le risque de liquidité conformément au cadre interne de gestion du risque de liquidité et de financement. Les actifs liquides comprennent aussi tous les actifs liquides non grevés détenus hors du service Marchés, trésorerie pour toute autre fin. Pour être admissibles dans la réserve d'actifs liquides, les actifs doivent disposer d'un marché des opérations de pension vaste et liquide pour le titre sous-jacent. Le cadre interne de gestion du risque de liquidité et de financement confère au service Marchés, trésorerie le contrôle ultime de tous les actifs liquides non grevés et des autres sources de liquidités.

Le tableau qui suit indique l'estimation de la valeur de liquidité non pondérée (compte non tenu des décotes présumées) des actifs classés comme liquides et servant à calculer le LCR du BSIF. Le niveau des actifs liquides présenté reflète les actifs liquides non grevés à la date de présentation de l'information, selon la définition réglementaire des actifs liquides. Les actifs liquides de haute qualité sont essentiellement composés d'actifs de niveau 1, tels que la trésorerie, les dépôts auprès de la banque centrale et les titres de premier ordre que des administrations publiques, des banques centrales ou des entités supranationales ont émis ou garantis. Les actifs liquides comprennent la trésorerie ou les actifs pouvant être convertis en trésorerie sans perte de valeur ou avec une légère perte de valeur.

Au 31 mars 2023, nos actifs liquides avaient reculé de 2,2 G\$ en regard de ceux enregistrés au 31 décembre 2022, recul principalement imputable à une baisse des dépôts des clients et à une diminution des titres de créance émis.

### Actif liquides<sup>1</sup>

	Au	
	31 mars. 2023	31 déc. 2022
	M\$	M\$
Niveau 1	28 100	30 065
Niveau 2 a	1 835	2 025
Niveau 2 b	76	108
<b>Total</b>	<b>30 011</b>	<b>32 198</b>

<sup>1</sup> Les soldes des actifs liquides qui sont présentés sont ceux en vigueur aux dates indiquées (taux au comptant) et ils ne sont pas pondérés. Par conséquent, ils ne correspondent pas à ceux figurant dans les calculs du LCR, lesquels représentent la moyenne du trimestre et sont pondérés.

## Risque de capital

Notre objectif en matière de gestion du capital consiste à maintenir des niveaux appropriés de capital afin de soutenir notre stratégie d'entreprise et de respecter la réglementation.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour obtenir une description de la façon dont la banque gère son capital.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, la banque a respecté les limites imposées à l'égard de son capital réglementaire.

### Règles de Bâle III concernant le capital et l'effet de levier

La banque évalue l'adéquation de ses fonds propres en fonction de normes issues des lignes directrices émises par le BSIF conformément au cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

Les normes en matière de suffisance du capital de Bâle III ont grandement modifié la définition du capital réglementaire et elles imposent une nouvelle obligation selon laquelle la totalité du capital réglementaire doit pouvoir absorber les pertes en cas de faillite d'une institution financière.

Ces normes précisent particulièrement que ce sont les actions ordinaires qui représentent la principale composante du capital de catégorie 1, ce qui se traduit par l'introduction d'un ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1. Les règles de Bâle III imposent aussi aux institutions de constituer des réserves de conservation de capital afin de toujours respecter le minimum de capital réglementaire requis pendant une crise.

### Capital réglementaire

Le capital réglementaire et les ratios du capital réglementaire figurant dans les tableaux ci-après ont été établis selon une formule de calcul « tout compris » que prescrit Bâle III.

#### Total du capital réglementaire\*

	Notes	Au	
		31 mars 2023	31 déc. 2022
		M\$	M\$
Capitaux propres ordinaires bruts	1	5 166	4 818
Ajustements réglementaires		301	380
<b>Capitaux propres ordinaires de catégorie 1</b>		<b>5 467</b>	5 198
Capital de catégorie 1 supplémentaire et admissible	2	1 100	1 100
<b>Capital de catégorie 1</b>		<b>6 567</b>	6 298
<b>Capital de catégorie 2</b>		<b>1 060</b>	1 039
<b>Total du capital</b>		<b>7 627</b>	7 337

1 Comprend les capitaux propres ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.

2 Comprend les actions privilégiées.

## Ratios du capital réglementaire

### Actifs pondérés en fonction des risques, ratios du capital réglementaire réels et exigences en matière de capital réglementaire

	Notes	Au	
		31 mars 2023	31 déc. 2022
		M\$	M\$
<b>Actifs pondérés en fonction des risques</b>	1, 2	<b>44 086</b>	44 656
		%	%
<b>Ratios du capital réglementaire réels</b>	3		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1		12,4	11,6
– ratio du capital de catégorie 1		14,9	14,1
– ratio du capital total		17,3	16,4
– ratio de levier	4, 5	5,1	4,7
<b>Exigences en matière de capital réglementaire</b>	6		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal		7,0	7,0
– ratio du capital de catégorie 1 minimal		8,5	8,5
– ratio du capital total minimal		10,5	10,5
– ratio de levier minimal		3,0	3,0

1 Les actifs pondérés en fonction des risques représentent les montants par lesquels les actifs sont ajustés au moyen de facteurs de pondération en fonction des risques afin de refléter les risques inhérents aux positions figurant ou non au bilan conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres qu'a publiée le BSIF. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais plutôt déduits du capital.

2 En avril 2020, le BSIF a, en raison de l'évolution de la situation, annoncé certaines mesures d'assouplissement réglementaire en guise d'appui aux efforts déployés en lien avec la COVID-19. Avec prise d'effet au 31 mars 2020, le BSIF a abaissé le coefficient de plancher de fonds propres de 75 % à 70 %. Le nouveau coefficient de plancher demeurera en vigueur jusqu'au deuxième trimestre de 2023.

3 Les ratios des capitaux propres ordinaires de catégorie 1, du capital de catégorie 1 et du capital total sont calculés comme étant le capital de base concerné divisé par les actifs pondérés en fonction des risques, conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres qu'a publiée le BSIF.

4 Le ratio de levier est calculé au moyen du capital de catégorie 1 divisé par les mesures d'exposition aux fins du ratio de levier, conformément à la ligne directrice Exigences de levier qu'a publiée le BSIF. Les expositions utilisées pour ce calcul représentent le total des actifs inscrits au bilan et de certains éléments spécifiques n'y figurant pas.

5 Le ratio de levier tient compte de certaines mesures d'assouplissement réglementaire en lien avec la COVID-19 que le BSIF avait annoncées et qui permettaient aux banques d'exclure, jusqu'au 31 mars 2023, leurs réserves auprès des banques centrales pour le calcul de leur exposition aux fins du ratio de levier.

6 Ratios du capital cibles que prescrit le BSIF incluant la réserve de conservation de fonds propres requise.

Au 31 mars 2023, notre ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (« CET1 ») a augmenté à 12,4 % alors qu'il était à 11,6 % au 31 décembre 2022, ce qui reflète une baisse des actifs pondérés en fonction des risques et une hausse des CET1 de 269 M\$. L'augmentation des CET1 s'explique principalement par la hausse du bénéfice non distribué pour le trimestre, déduction faite des dividendes sur les actions privilégiées.

## Actions en circulation et dividendes

	Notes	Trimestre clos le			Exercice clos le		
		31 mars 2023			31 déc. 2022		
		Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$	Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$
Actions ordinaires	1, 2	—	548 668	1 125	0,69259	548 668	1 125
Actions privilégiées de catégorie 1	3						
– série H		0,43582	20 000	500	1,08412	20 000	500
– série I	4	—	—	—	1,15000	—	—
– série J	4	0,43644	14 000	350	—	14 000	350
– série K		0,34063	10 000	250	1,36252	10 000	250

- 1 Les dividendes comptabilisés dans les états financiers sont les dividendes par action ordinaire déclarés au cours d'un exercice et ce ne sont pas les dividendes versés pour cet exercice ou à l'égard de celui-ci.
- 2 Le 15 mars 2022, la banque a remis 600 M\$ de capitaux propres ordinaires à HSBC Overseas Holdings (UK) Limited; il n'y a eu aucun changement dans le nombre d'actions émises.
- 3 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement.
- 4 Le 31 décembre 2022, le porteur des actions privilégiées, série I, a exercé son option de convertir celles-ci en actions privilégiées, série J, conformément à leurs modalités, et les premiers dividendes sur ces dernières ont été déclarés au premier trimestre de 2023 et ont été versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 31 mars 2023 ou le premier jour ouvrable suivant.

### Dividendes déclarés au premier trimestre de 2023

Au cours du premier trimestre de 2023, la banque a déclaré des dividendes trimestriels réguliers de 18 M\$ sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation et a versé ces dividendes conformément à leurs modalités. Aucun dividende n'a été déclaré ni versé sur les actions ordinaires de la Banque HSBC Canada au cours du premier trimestre de 2023.

### Dividendes déclarés au deuxième trimestre de 2023

Le 27 avril 2023, la banque a déclaré, pour le deuxième trimestre de 2023, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation. Ces dividendes seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 juin 2023 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 juin 2023.

Puisque les dividendes trimestriels sur les actions privilégiées pour le deuxième trimestre de 2023 ont été déclarés après le 31 mars 2023, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan. Pour le moment, aucun dividende n'a été déclaré sur les actions ordinaires de la Banque HSBC Canada au cours du deuxième trimestre.

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence défavorable sur le résultat ou le capital. Le risque structurel de taux d'intérêt correspond à celui découlant des actifs et des passifs détenus à des fins autres que de transaction par la banque et des fonds de l'actionnaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque structurel de taux d'intérêt » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de la façon dont la banque gère le risque structurel de taux d'intérêt ainsi que pour une explication de ses mesures de surveillance.

### Sensibilité des portefeuilles non détenus à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt (Incidence avant impôt d'une variation immédiate et soutenue des taux d'intérêt)

	31 mars 2023		31 mars 2022	
	Valeur économique des capitaux M\$	Résultat à risque M\$	Valeur économique des capitaux M\$	Résultat à risque M\$
Augmentation de 100 points de base	(140)	110	Augmentation de 100 points de base	(239) 204
Diminution de 100 points de base	126	(108)	Diminution de 25 points de base	58 (56)

- 1 Avec la normalisation des taux d'intérêt en 2022 après qu'ils aient atteint des creux historiques, la sensibilité de la valeur économique des capitaux et du résultat à risque dans le cas d'un scénario de repli a été établie, depuis le deuxième trimestre de 2022, en fonction d'une diminution de 100 points de base. Les chiffres de la période antérieure rendent compte d'une baisse de 25 points de base.

### Valeur à risque des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction\*

Les portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction, évalués selon les modèles de valeur à risque (« VaR »), comprennent des positions découlant principalement de la gestion des taux d'intérêt relatifs à nos actifs et à nos passifs liés aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises, aux placements financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et aux instruments d'emprunt évalués au coût amorti.

Pour plus de détails sur les modèles de VaR, se reporter à la rubrique « Risque de marché » à la page 40 du rapport de gestion.

Le tableau suivant présente la VaR des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction pour le premier trimestre de 2023.

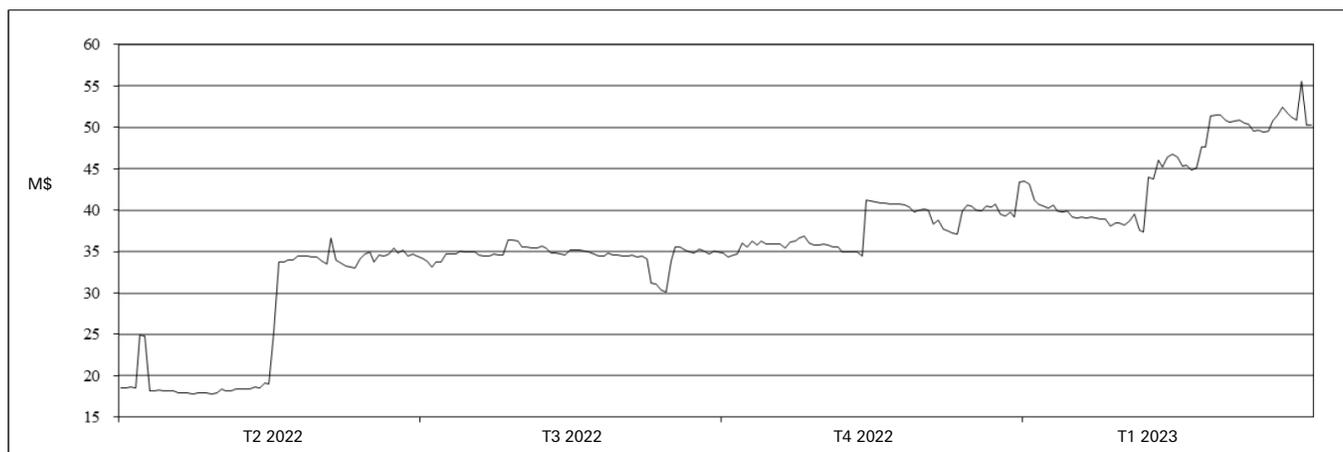
**VaR des portefeuilles non détenus à des fins de transaction, 99 %, 1 journée\***

	Taux d'intérêt M\$	Écarts de crédit M\$	Diversification des portefeuilles <sup>1</sup> M\$	Total <sup>2</sup> M\$
Solde au 31 mars 2023	26	28	(3,7)	50,3
Moyenne	23,2	28,8	(7,6)	44,4
Minimum	14,7	27,9	—	37,4
Maximum	35,1	29,4	—	52,5
Solde au 31 mars 2022	9,4	25	(15,9)	18,6
Moyenne	11,9	23,6	(12,2)	23,3
Minimum	8,8	16,8	—	18,5
Maximum	14,3	26,6	—	26,6

- 1 La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, dont ceux liés aux taux d'intérêt et aux écarts de crédit. Cette mesure correspond à l'écart entre le total de la VaR par type de risque et le total de la VaR, tous risques confondus. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles. Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent.
- 2 Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

Le graphique suivant présente la VaR quotidienne totale des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction.

**VaR quotidienne des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction, 99 %, 1 journée<sup>1</sup>**



- 1 L'augmentation du total de la VaR au deuxième trimestre de 2022 a résulté de la plus grande volatilité des taux d'intérêt sur les marchés. Le total de la VaR indique une tendance à la hausse au premier trimestre de 2023 qui découle d'une plus grande volatilité des taux d'intérêt et du recalibrage du modèle de la VaR afin de mieux tenir compte de la hausse des taux d'intérêt.

### Valeur à risque des portefeuilles non détenus à des fins de transaction

La VaR des activités effectuées à des fins autres que de transaction au 31 mars 2023 était supérieure de 32 M\$ à celle au 31 mars 2022. La hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation de la volatilité des taux d'intérêt au cours de l'exercice. Sur une base individuelle, la VaR liée aux taux d'intérêt et la VaR liée aux écarts de crédit ont augmenté en raison de la volatilité accrue observée sur le marché au cours de l'exercice à l'étude. La VaR des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction tient compte du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire transféré au service Marchés, trésorerie, et géré par ce dernier, et des expositions découlant du portefeuille d'actifs liquides de grande qualité détenu par le service Marchés, trésorerie afin de respecter les exigences de liquidité.

## Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit, les prix des marchandises et les cours des actions, aient une incidence défavorable sur notre résultat ou sur la valeur de notre actif et de notre passif.

### Gestion du risque de marché

Les responsables de la gestion du risque de marché sont indépendants des secteurs d'activité et se doivent d'établir des politiques, des procédures et des limites en accord avec le degré de tolérance au risque de la banque. Les objectifs de la gestion du risque de marché sont de repérer, mesurer et contrôler l'exposition au risque de marché afin d'optimiser le rendement par rapport au risque et de respecter le degré de tolérance au risque de la banque.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de marché » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de marché ainsi que des explications plus détaillées sur les autres mesures de ce risque.

### Valeur à risque\*

La valeur à risque (« VaR ») relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de

confiance de 99 %, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. L'utilisation de la VaR est intégrée à la gestion du risque de marché et calculée pour tous les portefeuilles détenus à des fins de transaction et ceux détenus à d'autres fins de sorte que la banque puisse avoir une vision d'ensemble du risque.

### Portefeuilles détenus à des fins de transaction

Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions détenues aux fins des services fournis aux clients et des activités de tenue de marché, en vue de la revente à court terme ou de la couverture des risques découlant de ces positions.

### Valeur à risque des portefeuilles détenus à des fins de transaction

Nous avons continué à gérer le risque de marché de façon prudente au cours du premier trimestre de 2023. La sensibilité et la VaR sont demeurées conformes au niveau de tolérance, car la société a poursuivi ses principales activités de tenue de marché afin de soutenir nos clients. Le risque de taux d'intérêt a été le principal facteur qui a influé sur la VaR.

La VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction n'a pas changé de façon significative par rapport à l'exercice précédent, et est demeurée à l'intérieur d'une fourchette relativement étroite pour une grande partie du trimestre.

### VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction (par type de risque)\*<sup>1</sup>

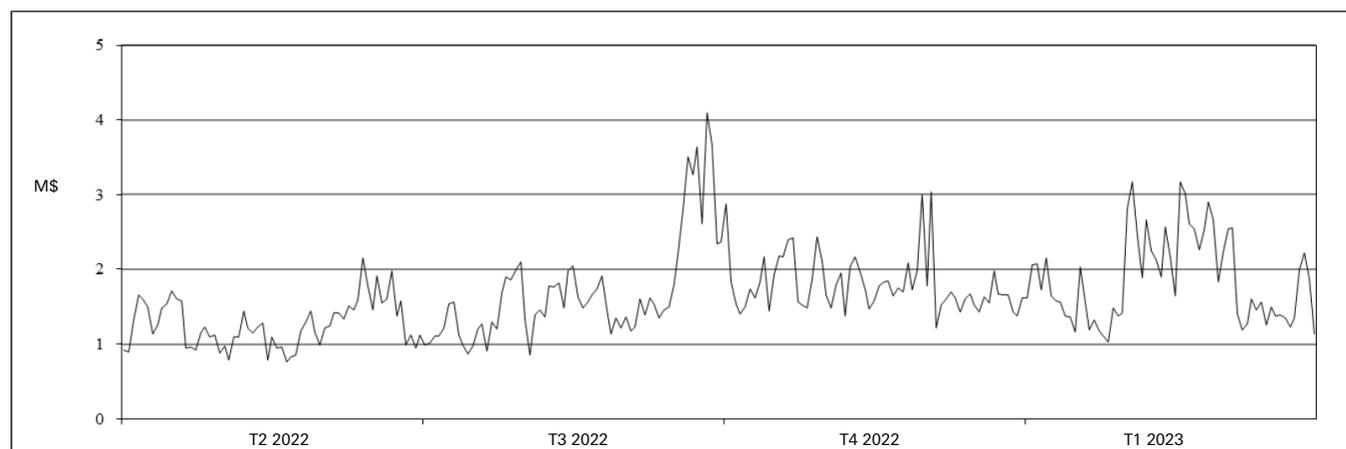
	Change et marchandises M\$	Taux d'intérêt M\$	Capitaux propres M\$	Écarts de crédit M\$	Diversification des portefeuilles <sup>2</sup> M\$	Total <sup>3</sup> M\$
De janvier à mars 2023						
À la clôture de la période	—	0,9	—	0,8	(0,6)	1,1
Moyenne	—	1,8	—	0,8	(0,7)	1,9
Minimum	—	0,9	—	0,5	—	1,0
Maximum	—	3,4	—	1,5	—	3,2
De janvier à mars 2022						
À la clôture de la période	—	0,6	—	0,6	(0,3)	0,9
Moyenne	—	0,9	—	0,7	(0,4)	1,2
Minimum	—	0,5	—	0,2	—	0,5
Maximum	—	1,9	—	1,4	—	2,1

<sup>1</sup> Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions découlant des activités de tenue de marché et les positions des clients.

<sup>2</sup> La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, tels ceux liés aux taux d'intérêt et aux taux de change. Cette mesure correspond à l'écart entre le total de la VaR par type de risque et le total de la VaR, tous risques confondus. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles. Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent.

<sup>3</sup> Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

VaR quotidienne des portefeuilles détenus à des fins de transaction, 99 %, 1 journée



### Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Les rubriques ci-dessus du rapport de gestion décrivent les risques les plus importants auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, pourraient avoir une incidence importante sur ses résultats financiers futurs.

Se reporter à la rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de facteurs additionnels pouvant influencer sur les résultats financiers à venir.

### Transition visant les TIO

Nous sommes sur la bonne voie pour terminer la modification de tous les contrats assortis du TIOL en dollars américains d'ici la date d'abandon prévue le 30 juin 2023.

Le 16 mai 2022, l'administrateur du CDOR (Canadian Dollar Offered Rate), Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited (« RBSL »), a annoncé qu'il cesserait le calcul et la publication de ce taux après le 28 juin 2024. Simultanément, le BSIF a fait savoir qu'il s'attendait à ce que tous les nouveaux contrats sur dérivés et titres des institutions financières fédérales ainsi que tous leurs contrats de prêt passent à des taux de référence de remplacement avant le 30 juin 2023 et le 28 juin 2024, respectivement.

La publication quotidienne du taux de remplacement, à savoir le CORRA (Canadian Overnight Repo Rate Average), a débuté le 15 juin 2020. La banque continue d'élargir sa gamme de produits liés aux CORRA et d'effectuer la transition des clients vers le CORRA.

Le 11 janvier 2023, le Groupe de travail sur le TARCOT a confirmé qu'il est en train d'établir des CORRA de référence à terme d'un mois et de trois mois et vise à permettre aux institutions de les utiliser d'ici la fin du troisième trimestre de 2023. Nous avons commencé à travailler sur un plan de transition visant les CORRA à terme et, selon les faits nouveaux sur le marché, le plan de transition visera les produits dérivés et les

prêts liés au mécanisme de financement par voie d'acceptations bancaires, car ils sont, par leur nature, interreliés au CDOR.

Puisque le CDOR cessera d'être utilisé en juin 2024, il est attendu que les acceptations bancaires disparaîtront à titre d'instruments du marché monétaire. Le 16 janvier 2023, le Forum canadien des titres à revenu fixe a publié un livre blanc traitant des solutions de rechange aux acceptations bancaires. Nous continuons d'évaluer le livre blanc et les incidences potentielles sur nos activités.

Nous demeurons exposés aux risques liés à la transition visant les TIO, notamment le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié à la résilience, le risque lié à l'information financière, le risque juridique, le risque lié aux modèles et le risque de marché. Le niveau de ces principaux risques diminue conformément à la mise en œuvre de notre processus et à la transition de nos contrats existants. Nous avons cherché à mettre en œuvre des contrôles visant à atténuer les risques, au besoin, et nous continuons de gérer activement et de surveiller ces risques.

### Entente visant la vente de la Banque HSBC Canada

Le 29 novembre 2022, le Groupe HSBC a annoncé une entente visant la vente de la totalité de la participation dans la Banque HSBC Canada (et ses filiales) et des créances subordonnées détenues par le Groupe HSBC à la RBC pour un prix d'achat de 13,5 G\$. Sous réserve de l'examen et de l'approbation des autorités réglementaires et du gouvernement, la conclusion de la vente est maintenant prévue au premier trimestre de 2024 afin d'effectuer une transition sans heurt.

L'entente visant la vente fait suite à un examen stratégique de la Banque HSBC Canada par le Groupe HSBC. L'examen a considéré la part de marché relativement faible de la Banque HSBC Canada et la capacité du Groupe à investir dans l'expansion et la croissance de la Banque HSBC Canada en tenant compte de la possibilité de saisir des occasions dans d'autres marchés et a permis de conclure que la meilleure décision à prendre sur le plan stratégique pour le Groupe HSBC et la Banque HSBC Canada était de vendre l'entreprise.

## États financiers consolidés

	Page		Page
État consolidé du résultat net	42	5 Actifs détenus à des fins de transaction	50
État consolidé du résultat global	43	6 Dérivés	50
Bilan consolidé	44	7 Placements financiers	51
Tableau consolidé des flux de trésorerie	45	8 Autres actifs	51
État consolidé des variations des capitaux propres	46	9 Passifs détenus à des fins de transaction	51
Notes annexes		10 Titres de créance émis	51
1 Base d'établissement et principales méthodes comptables	47	11 Autres passifs	52
2 Produits de commissions nets	48	12 Juste valeur des instruments financiers	52
3 Rémunération et avantages du personnel	48	13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire	53
4 Analyse sectorielle	48	14 Événements postérieurs à la date de clôture	53

### État consolidé du résultat net

	Notes	Trimestre clos le	
		31 mars 2023	31 mars 2022
		M\$	M\$
Produits d'intérêts nets		452	337
– produits d'intérêts		1 256	471
– charges d'intérêts		(804)	(134)
Produits de commissions nets	2	189	197
– produits de commissions		221	222
– charges de commissions		(32)	(25)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction		27	27
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers		2	2
Autres produits d'exploitation		7	7
<b>Total du résultat d'exploitation</b>		<b>677</b>	<b>570</b>
Variations des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise		(2)	42
<b>Résultat d'exploitation net</b>		<b>675</b>	<b>612</b>
Rémunération et avantages du personnel	3	(157)	(151)
Charges générales et administratives		(150)	(142)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles		(14)	(15)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles		(45)	(12)
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>(366)</b>	<b>(320)</b>
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>		<b>309</b>	<b>292</b>
Charge d'impôt sur le résultat		(86)	(78)
<b>Bénéfice de la période</b>		<b>223</b>	<b>214</b>
Bénéfice attribuable :			
– à l'actionnaire ordinaire		205	203
– au détenteur d'actions privilégiées		18	11
<b>Bénéfice de la période</b>		<b>223</b>	<b>214</b>
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		548 668	548 668
Bénéfice par action ordinaire, de base et après dilution (\$)		0,37 \$	0,37 \$

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (\*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## État consolidé du résultat global

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
	M\$	M\$
Bénéfice de la période	223	214
Autres éléments du résultat global		
<b>Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net à la réalisation de conditions précises :</b>		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>1</sup>	32	(182)
– profits (pertes) sur la juste valeur	47	(246)
– profits sur la juste valeur transférés à l'état du résultat net à la cession	(2)	(2)
– impôt sur le résultat	(13)	66
Couvertures de flux de trésorerie <sup>1</sup>	111	(179)
– profits (pertes) sur la juste valeur	102	(265)
– pertes (profits) sur la juste valeur reclassé(e)s à l'état du résultat net	52	22
– impôt sur le résultat	(43)	64
<b>Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :</b>		
Réévaluation des régimes à prestations définies	–	24
– avant l'impôt sur le résultat	(4)	33
– impôt sur le résultat	4	(9)
Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1	1
– (Pertes) profits sur la juste valeur	1	1
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	144	(336)
<b>Résultat global total pour la période</b>	<b>367</b>	<b>(122)</b>
Attribuable :		
– à l'actionnaire ordinaire	349	(133)
– au détenteur d'actions privilégiées	18	11
<b>Résultat global total pour la période</b>	<b>367</b>	<b>(122)</b>

1. Il y a lieu de se reporter à la page 15 et à la note 12 de notre Rapport et états financiers annuels 2022 pour obtenir de plus amples renseignements.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (\*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## États financiers consolidés (non audité)

### Bilan consolidé

	Notes	Au	
		31 mars 2023 M\$	31 déc. 2022 M\$
<b>Actif</b>			
Trésorerie et soldes détenus dans une banque centrale		5 958	6 326
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques		10	9
Actifs détenus à des fins de transaction	5	2 877	4 296
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		19	18
Dérivés	6	4 861	6 220
Prêts et avances à des banques		1 003	344
Prêts et avances à des clients		75 000	74 862
Prises en pension à des fins autres que de transaction		4 930	6 003
Placements financiers	7	22 751	23 400
Autres actifs	8	1 750	2 591
Paiements anticipés et produits à recevoir		378	351
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 050	3 147
Actifs d'impôt exigible		141	172
Immobilisations corporelles		346	332
Goodwill et immobilisations incorporelles		114	160
Actifs d'impôt différé		79	71
<b>Total de l'actif</b>		<b>123 267</b>	<b>128 302</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
<b>Passif</b>			
Dépôts effectués par des banques		650	712
Comptes des clients		80 910	82 253
Mises en pension à des fins autres que de transaction		4 281	4 435
Effets en transit vers d'autres banques		270	227
Passifs détenus à des fins de transaction	9	2 639	3 732
Dérivés	6	5 074	6 575
Titres de créance émis	10	14 794	15 735
Autres passifs	11	3 180	3 577
Acceptations		3 057	3 156
Charges à payer et produits différés		776	713
Passifs au titre des prestations de retraite		207	203
Créances subordonnées		1 011	1 011
Provisions		45	54
Passifs d'impôt exigible		106	—
Passifs d'impôt différé		1	1
<b>Total du passif</b>		<b>117 001</b>	<b>122 384</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Actions ordinaires		1 125	1 125
Actions privilégiées		1 100	1 100
Autres réserves		(642)	(786)
Résultats non distribués		4 683	4 479
<b>Total des capitaux propres attribuable à l'actionnaire</b>		<b>6 266</b>	<b>5 918</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>123 267</b>	<b>128 302</b>

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (\*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
	M\$	M\$
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>309</b>	292
<b>Ajustements pour tenir compte des éléments sans effets sur la trésorerie :</b>		
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et perte de valeur	59	27
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	1	1
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit	2	(42)
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	2	3
<b>Variations des actifs et des passifs d'exploitation</b>		
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir	(27)	(35)
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	338	(1 367)
Variation des prêts et avances à des clients	(146)	(2 503)
Variation des prises en pension à des fins autres que de transaction	110	1 355
Variation des autres actifs	937	(1 874)
Variation des charges à payer et des produits différés	63	(93)
Variation des dépôts effectués par des banques	(62)	101
Variation des comptes des clients	(1 343)	(2 190)
Variation des mises en pension à des fins autres que de transaction	(154)	(603)
Variation des titres de créance émis	(941)	2 415
Variation des autres passifs	(520)	1 781
Impôt payé	(7)	(7)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation</b>	<b>(1 379)</b>	(2 739)
Achat de placements financiers	(761)	(2 191)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers	1 456	566
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2)	(28)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>	<b>693</b>	(1 653)
Remboursement de capital à la société mère	–	(600)
Dividendes versés à l'actionnaire	(18)	(211)
Remboursements de capital sur les contrats de location	(10)	(12)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>	<b>(28)</b>	(823)
<b>Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(714)</b>	(5 215)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	7 907	19 759
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>7 193</b>	14 544
<b>La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :</b>		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	5 958	9 241
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques et effets en transit vers d'autres banques	(260)	(314)
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins	1 003	1 437
Prises en pension auprès de banques à des fins autres que de transaction – un mois ou moins	492	4 180
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>7 193</b>	14 544
<b>Intérêts :</b>		
Intérêts payés	(675)	(143)
Intérêts reçus	1 233	440

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (\*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## États financiers consolidés (non audité)

### État consolidé des variations des capitaux propres

	Autres réserves					
	Capital- actions	Résultats non distribués	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	Total des capitaux propres
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
<b>Au 1<sup>er</sup> janv. 2023</b>	<b>2 225</b>	<b>4 479</b>	<b>(248)</b>	<b>(538)</b>	<b>(786)</b>	<b>5 918</b>
Bénéfice de la période	—	223	—	—	—	223
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	—	33	111	144	144
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	32	—	32	32
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	1	—	1	1
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	111	111	111
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	—	—	—	—	—
<b>Résultat global total pour la période</b>	<b>—</b>	<b>223</b>	<b>33</b>	<b>111</b>	<b>144</b>	<b>367</b>
Dividendes sur les actions ordinaires	—	—	—	—	—	—
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(18)	—	—	—	(18)
Émission d'actions privilégiées	—	—	—	—	—	—
Remboursement de capital à la société mère	—	—	—	—	—	—
Variation relative aux accords de paiement fondé sur des actions	—	(1)	—	—	—	(1)
<b>Au 31 mars 2023</b>	<b>2 225</b>	<b>4 683</b>	<b>(215)</b>	<b>(427)</b>	<b>(642)</b>	<b>6 266</b>

	Autres réserves					
	Capital- actions	Résultats non distribués	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	Total des capitaux propres
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
<b>Au 1<sup>er</sup> janv. 2022</b>	<b>2 825</b>	<b>4 074</b>	<b>(22)</b>	<b>(1)</b>	<b>(23)</b>	<b>6 876</b>
Bénéfice de la période	—	214	—	—	—	214
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	24	(181)	(179)	(360)	(336)
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(182)	—	(182)	(182)
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	1	—	1	1
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	(179)	(179)	(179)
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	24	—	—	—	24
<b>Résultat global total pour la période</b>	<b>—</b>	<b>238</b>	<b>(181)</b>	<b>(179)</b>	<b>(360)</b>	<b>(122)</b>
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(200)	—	—	—	(200)
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(11)	—	—	—	(11)
Remboursement de capital à la société mère	(600)	—	—	—	—	(600)
Variation relative aux accords de paiement fondé sur des actions	—	—	—	—	—	—
<b>Au 31 mars 2022</b>	<b>2 225</b>	<b>4 101</b>	<b>(203)</b>	<b>(180)</b>	<b>(383)</b>	<b>5 943</b>

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (\*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

### 1 Base d'établissement et principales méthodes comptables

---

La Banque HSBC Canada (la « banque », « nous », « notre », « nos ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings », le « Groupe HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires (les « états financiers consolidés »), le Groupe HSBC désigne la société mère et ses filiales.

#### a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la banque pour l'exercice 2022. Ces derniers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux dispositions du paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*, qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS.

#### b) Normes adoptées avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023

La banque a adopté, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions de l'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (l'« IFRS 17 »), qui précisent les exigences qu'une entité doit appliquer relativement à la comptabilisation des contrats d'assurance qu'elle émet et des contrats de réassurance qu'elle détient. La banque a évalué l'incidence de cette norme et a établi qu'elle n'avait aucune répercussion importante sur ses états financiers consolidés à la date de son application initiale, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

#### c) Changements comptables à venir

Les changements comptables à venir sont décrits à la note 1 c) des états financiers consolidés annuels de 2022, lesquels figurent dans le *Rapport et états financiers annuels 2022* de la banque, hormis les changements indiqués en b) ci-dessus, qui ont été mis en oeuvre au cours de la période.

#### d) Présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent par ailleurs la monnaie fonctionnelle de la banque. L'abréviation « M\$ » désigne des millions de dollars. Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (\*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

#### e) Estimations et hypothèses comptables critiques

La direction est d'avis que les estimations comptables et les jugements qui portent sur les pertes de crédit attendues, l'évaluation des instruments financiers, l'impôt sur le résultat, les actifs d'impôt différé, les obligations au titre des prestations définies, les immobilisations incorporelles, ainsi que les provisions constituent nos estimations comptables et jugements critiques. Aucune modification importante n'a été apportée au cours de la période considérée aux estimations comptables et jugements critiques appliqués en 2022, lesquels figurent aux pages 24, 25, 38 et 79 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

#### f) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la banque et ceux de ses filiales au 31 mars 2023. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 2 a) de ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2022, qui sont présentés dans son *Rapport et états financiers annuels 2022*.

#### g) Informations significatives sur les méthodes comptables

Il n'y a eu aucun changement important aux informations significatives sur les méthodes comptables de la banque qui sont présentées de la note 2 a) à la note 2 r) des états financiers consolidés annuels de 2022 du *Rapport et états financiers annuels 2022* de la banque.

## 2 Produits de commissions nets

### Produits de commissions nets par secteur d'activité

	Trimestre clos le											
	31 mars 2023						31 mars 2022					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières	Centre général <sup>1</sup>	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières	Centre général <sup>1</sup>	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Services à l'égard des comptes	12	4	3	—	—	19	12	4	3	—	—	19
Produits de courtage	—	3	—	—	—	3	—	4	—	—	—	4
Cartes	9	16	—	—	—	25	6	15	—	—	—	21
Facilités de crédit	80	—	5	—	—	85	74	—	8	—	—	82
Fonds sous gestion	—	54	—	—	—	54	—	58	—	—	—	58
Importations/exportations	3	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	3
Commissions d'agence d'assurance	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Garanties et autres	9	2	3	—	—	14	10	2	3	(1)	—	14
Services de paiement	8	1	3	—	—	12	7	1	2	—	—	10
Prise ferme et services-conseils	—	—	3	2	—	5	—	—	7	5	(2)	10
<b>Produits de commissions</b>	<b>121</b>	<b>81</b>	<b>17</b>	<b>2</b>	<b>—</b>	<b>221</b>	<b>112</b>	<b>85</b>	<b>23</b>	<b>4</b>	<b>(2)</b>	<b>222</b>
Moins les charges de commissions	(10)	(20)	(1)	(1)	—	(32)	(4)	(19)	(1)	(1)	—	(25)
<b>Produits de commissions nets</b>	<b>111</b>	<b>61</b>	<b>16</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>189</b>	<b>108</b>	<b>66</b>	<b>22</b>	<b>3</b>	<b>(2)</b>	<b>197</b>

<sup>1</sup> Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres indiqués ci-dessus présentent un rapprochement des résultats des secteurs d'activité et de ceux de l'entité.

## 3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste « Rémunération et avantages du personnel » englobe, comme suit, les éléments du coût périodique net des prestations liées aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque.

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
	M\$	M\$
Régimes à prestations définies	5	5
– régimes de retraite	3	3
– régimes autres que de retraite	2	2
Régimes de retraite à cotisations définies	11	6
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>11</b>

Une réévaluation du passif net au titre des prestations définies a eu lieu conformément à la méthode comptable de la banque décrite à la page 90 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

## 4 Analyse sectorielle

Le principal décideur opérationnel de la banque est le chef de la direction, qui s'acquiesce de ses obligations avec le soutien du comité de direction. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef de la direction et au comité de direction. Nos secteurs à présenter aux termes d'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, sont les Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, les Services bancaires internationaux, et Marchés et Services liés aux valeurs mobilières.

L'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges sectoriels se fait conformément aux méthodes comptables de la banque. Les produits et les charges sectoriels comprennent les transferts intersectoriels, et ces transferts sont effectués selon les conditions de concurrence normale. Les coûts partagés sont inclus dans chaque secteur en fonction des frais réellement refacturés. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des secteurs d'activité. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux secteurs d'activité qui ont réalisé les produits connexes. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées au moyen de méthodes appropriées. Les produits d'intérêts nets des secteurs d'activité reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des secteurs d'activité, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes.

## Bénéfice de la période

	Trimestre clos le											
	31 mars 2023						31 mars 2022					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires particuliers	Services bancaires internationaux	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières	Centre général <sup>1</sup>	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires particuliers	Services bancaires internationaux	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières	Centre général <sup>1</sup>	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Produits d'intérêts nets	188	204	44	17	(1)	452	162	141	25	9	—	337
Produits de commissions nets	111	61	16	1	—	189	108	66	22	3	(2)	197
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	10	13	—	3	1	27	9	5	—	14	(1)	27
Autres produits	1	3	—	1	4	9	1	5	—	—	3	9
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>310</b>	<b>281</b>	<b>60</b>	<b>22</b>	<b>4</b>	<b>677</b>	<b>280</b>	<b>217</b>	<b>47</b>	<b>26</b>	<b>—</b>	<b>570</b>
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise	6	(7)	(1)	—	—	(2)	40	4	(2)	—	—	42
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>316</b>	<b>274</b>	<b>59</b>	<b>22</b>	<b>4</b>	<b>675</b>	<b>320</b>	<b>221</b>	<b>45</b>	<b>26</b>	<b>—</b>	<b>612</b>
– externe	346	256	37	32	4	675	316	235	34	27	—	612
– intersectoriel	(30)	18	22	(10)	—	—	4	(14)	11	(1)	—	—
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(109)</b>	<b>(176)</b>	<b>(20)</b>	<b>(13)</b>	<b>(48)</b>	<b>(366)</b>	<b>(103)</b>	<b>(161)</b>	<b>(22)</b>	<b>(13)</b>	<b>(21)</b>	<b>(320)</b>
<b>Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>207</b>	<b>98</b>	<b>39</b>	<b>9</b>	<b>(44)</b>	<b>309</b>	<b>217</b>	<b>60</b>	<b>23</b>	<b>13</b>	<b>(21)</b>	<b>292</b>

<sup>1</sup> Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

## Données tirées du bilan

	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires particuliers	Services bancaires internationaux	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières	Centre général <sup>1</sup>	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
<b>Au 31 mars 2023</b>						
Prêts et avances à des clients	34 936	36 232	3 832	—	—	75 000
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 714	6	330	—	—	3 050
Total de l'actif externe	49 098	49 005	9 298	15 295	571	123 267
Comptes des clients	29 672	44 495	6 391	352	—	80 910
Acceptations	2 721	6	330	—	—	3 057
Total du passif externe	39 088	54 133	9 869	13 595	316	117 001
<b>Au 31 déc. 2022</b>						
Prêts et avances à des clients	34 027	36 713	4 122	—	—	74 862
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 795	12	340	—	—	3 147
Total de l'actif externe	48 282	51 701	9 004	18 866	449	128 302
Comptes des clients	30 008	45 094	6 871	280	—	82 253
Acceptations	2 804	12	340	—	—	3 156
Total du passif externe	39 919	55 889	10 187	16 182	207	122 384

<sup>1</sup> Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

## 5 Actifs détenus à des fins de transaction

	Note	Au	
		31 mars 2023	31 déc. 2022
		M\$	M\$
Titres de créance		2 877	4 296
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	1 957	3 599
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		710	323
– autres titres de créance		210	374
<b>À la clôture de la période</b>		<b>2 877</b>	<b>4 296</b>
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		803	1 438
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		2 074	2 858
<b>À la clôture de la période</b>		<b>2 877</b>	<b>4 296</b>

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

## 6 Dérivés

Il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 du *Rapport et états financiers annuels 2022* de la banque pour obtenir une description détaillée des types de dérivés, de leur utilisation et des méthodes comptables.

### Montants notionnels des contrats et juste valeur des dérivés par type de contrat détenu

	Montants notionnels des contrats <sup>1</sup>		Juste valeur – Actifs			Juste valeur – Passifs		
	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Contrats de change	129 622	4 040	1 332	37	1 369	1 217	59	1 276
Contrats sur taux d'intérêt	297 144	32 844	3 105	387	3 492	3 205	593	3 798
Contrats sur marchandises et autres	10	–	–	–	–	–	–	–
<b>Au 31 mars 2023</b>	<b>426 776</b>	<b>36 884</b>	<b>4 437</b>	<b>424</b>	<b>4 861</b>	<b>4 422</b>	<b>652</b>	<b>5 074</b>
Contrats de change	132 499	2 534	2 051	–	2 051	1 925	66	1 991
Contrats sur taux d'intérêt	276 850	30 915	3 738	431	4 169	3 846	738	4 584
Contrats sur marchandises et autres	9	–	–	–	–	–	–	–
<b>Au 31 déc. 2022</b>	<b>409 358</b>	<b>33 449</b>	<b>5 789</b>	<b>431</b>	<b>6 220</b>	<b>5 771</b>	<b>804</b>	<b>6 575</b>

1 Les montants notionnels des contrats des dérivés détenus à des fins de transaction et des dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas des montants à risque.

### Dérivés utilisés dans le cadre de relations de couverture

#### Instrument de couverture de la juste valeur selon le risque couvert

	Au					
	31 mars 2023			31 déc. 2022		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de taux d'intérêt	13 707	345	21	14 479	431	34
<b>Total</b>	<b>13 707</b>	<b>345</b>	<b>21</b>	<b>14 479</b>	<b>431</b>	<b>34</b>

#### Instrument de couverture des flux de trésorerie selon le risque couvert

	Au					
	31 mars 2023			31 déc. 2022		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de change	4 040	37	59	2 534	–	65
Risque de taux d'intérêt	19 137	42	572	16 437	–	704
<b>Total</b>	<b>23 177</b>	<b>79</b>	<b>631</b>	<b>18 971</b>	<b>–</b>	<b>769</b>

Au 31 mars 2023, la banque a évalué les pertes de juste valeur comptabilisées dans les autres éléments du résultat global qui sont attribuables aux instruments dérivés désignés dans des relations de couverture des flux de trésorerie et a déterminé que les pertes devraient être recouvrables sur la durée attendue des relations de comptabilité de couverture.

## 7 Placements financiers

### Valeur comptable des placements financiers

	Notes	Au	
		31 mars 2023 M\$	31 déc. 2022 M\$
Placements financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		13 867	15 039
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	9 866	10 577
– obligations de gouvernements étrangers	1	2 651	2 678
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		1 147	1 578
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		189	191
– Titres de capitaux propres		14	15
Instruments financiers évalués au coût amorti		8 884	8 361
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada		5 804	5 660
– obligations de gouvernements étrangers		2 381	2 003
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		699	698
<b>À la clôture de la période</b>		<b>22 751</b>	<b>23 400</b>
Placements financiers			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		22 481	23 163
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		270	237
<b>À la clôture de la période</b>		<b>22 751</b>	<b>23 400</b>

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

## 8 Autres actifs

	Au	
	31 mars 2023 M\$	31 déc. 2022 M\$
Débiteurs	469	1 121
Comptes de règlement	592	463
Garantie en trésorerie	679	997
Autres	10	10
<b>À la clôture de la période</b>	<b>1 750</b>	<b>2 591</b>

## 9 Passifs détenus à des fins de transaction

	Au	
	31 mars 2023 M\$	31 déc. 2022 M\$
Positions vendeur nettes dans les titres	2 639	3 732
<b>À la clôture de la période</b>	<b>2 639</b>	<b>3 732</b>

## 10 Titres de créance émis

	Au	
	31 mars 2023 M\$	31 déc. 2022 M\$
Obligations et billets à moyen terme	8 821	11 432
Obligations sécurisées	5 382	3 887
Instruments du marché monétaire	591	416
<b>À la clôture de la période</b>	<b>14 794</b>	<b>15 735</b>

## Notes annexes (non audité)

### Durée résiduelle

	Au	
	31 mars 2023	31 déc. 2022
	M\$	M\$
Moins de un an	5 247	7 502
De 1 an à 5 ans	9 547	8 162
De 5 ans à 10 ans	—	71
<b>À la clôture de la période</b>	<b>14 794</b>	<b>15 735</b>

## 11 Autres passifs

	Au	
	31 mars 2023	31 déc. 2022
	M\$	M\$
Prêts hypothécaires vendus avec recours	1 999	1 930
Obligations locatives	281	264
Créditeurs	346	792
Comptes de règlement	373	272
Garantie en trésorerie	157	280
Passif au titre des paiements fondés sur des actions	9	7
Autres	15	32
<b>À la clôture de la période</b>	<b>3 180</b>	<b>3 577</b>

## 12 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes comptables, le cadre de contrôle et la hiérarchie utilisés pour déterminer les justes valeurs au 31 mars 2023 sont les mêmes que ceux appliqués dans le *Rapport et états financiers annuels 2022*.

### Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et selon diverses bases d'évaluation

	Techniques d'évaluation			Total M\$
	Niveau 1 : Cours du marché M\$	Niveau 2 : Données observables M\$	Niveau 3 : Données non observables importantes M\$	
<b>Évaluations récurrentes à la juste valeur</b>				
<b>Au 31 mars 2023</b>				
<b>Actifs</b>				
Actifs détenus à des fins de transaction	2 724	153	—	2 877
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	19	—	19
Dérivés	—	4 861	—	4 861
Placements financiers	13 805	62	—	13 867
<b>Passifs</b>				
Passifs détenus à des fins de transaction	2 447	192	—	2 639
Dérivés	—	5 074	—	5 074
<b>Au 31 déc. 2022</b>				
<b>Actifs</b>				
Actifs détenus à des fins de transaction	3 966	330	—	4 296
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	18	—	18
Dérivés	—	6 220	—	6 220
Placements financiers	15 024	15	—	15 039
<b>Passifs</b>				
Passifs détenus à des fins de transaction	3 486	246	—	3 732
Dérivés	—	6 575	—	6 575

## Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs

	Actifs		Passifs	
	Actifs détenus à des fins de transaction	Placements financiers	Passifs détenus à des fins de transaction	
	M\$	M\$	M\$	
<b>Trimestre clos le 31 mars 2023</b>				
Transfert du niveau 1 au niveau 2	—	48		—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	—		—
<b>Trimestre clos le 31 mars 2022</b>				
Transfert du niveau 1 au niveau 2	—	—		—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	—		1

Des transferts d'un niveau à un autre de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés se produire à chaque date de clôture. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur résultent essentiellement de modifications à l'observabilité des données d'entrée et à la transparence des prix.

## Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les bases d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont décrites à la page 112 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

### Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

	Note	Au			
		31 mars 2023		31 déc. 2022	
		Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$	Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$
<b>Actif</b>					
Prêts et avances à des clients	1	75 000	74 322	74 862	74 025
Placements financiers – au coût amorti		8 884	8 792	8 361	8 194
<b>Passif</b>					
Comptes des clients		80 910	81 282	82 253	82 430
Titres de créances émis		14 794	14 418	15 735	15 258
Créances subordonnées		1 011	1 107	1 011	1 110

1 Prêts et avances à des clients propres au Canada : valeur comptable de 70 371 M\$ et juste valeur de 69 735 M\$ (valeur comptable de 70 168 M\$ et juste valeur de 69 383 M\$ au 31 décembre 2022).

Les autres instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont, de par leur nature, à court terme et leur prix est souvent révisé pour correspondre aux taux courants du marché. Par conséquent, la valeur comptable de ces instruments constitue une estimation raisonnable de la juste valeur.

## 13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque soit engagée dans un certain nombre d'actions en justice ou de litiges de nature réglementaire. De l'avis de la banque, les conséquences de telles procédures, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur son état consolidé du résultat net. Toutefois, il s'agit là d'un aspect faisant appel à un degré élevé de jugement et les obligations potentielles découlant de ces cas pourraient, au total, être significatives sur le bilan consolidé ou l'état consolidé du résultat net de la banque.

## 14 Événements postérieurs à la date de clôture

### Dividendes

Le 27 avril 2023, la banque a déclaré, pour le deuxième trimestre de 2023, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation, dividendes qui seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 juin 2023 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 juin 2023.

Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le deuxième trimestre de 2023 ont été déclarés après le 31 mars 2023, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan de la banque. Pour le moment, aucun dividende n'a été déclaré sur les actions ordinaires de la Banque HSBC Canada au cours du deuxième trimestre.

Il n'y a eu aucun autre événement important après la date de clôture qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 31 mars 2023.

Le 27 avril 2023, le conseil d'administration a approuvé ces comptes et leur publication.

## Renseignements à l'intention des investisseurs

---

### ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX

#### Vancouver

Banque HSBC Canada  
885, West Georgia Street, bureau 300  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V6C 3E9  
Tél. : 604-685-1000

#### Toronto

Banque HSBC Canada  
16, York Street, 6<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 0E6

#### Demandes des médias

Anglais :  
647-388-1202  
647-880-5406  
416-673-6997  
Français :  
647-880-5406  
416-673-6997

#### Site Web

[www.hsbc.ca](http://www.hsbc.ca)

#### Réseaux sociaux

Twitter : @HSBC\_CA  
Facebook : @HSBCCanada  
YouTube : HSBC Canada  
Instagram : @hsbc\_ca

### RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour toute autre demande de renseignements, il y a lieu de s'adresser au service des relations avec les investisseurs, par écrit :

Banque HSBC Canada  
Service des relations avec les investisseurs –  
Service des finances  
885, West Georgia Street, bureau 300  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V6C 3E9  
Courriel : [investor\\_relations@hsbc.ca](mailto:investor_relations@hsbc.ca)

## Autres ressources HSBC

---

#### Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée

1 (888) 390-3333

#### Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 830-8888  
[www.hsbc.ca/funds](http://www.hsbc.ca/funds)

#### Gestion privée de placement HSBC (Canada) Inc.

1 (844) 756-7783

#### Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 760-1180

Pour de plus amples renseignements ou pour connaître l'emplacement de la succursale bancaire de la Banque HSBC Canada la plus près de chez vous, composez le numéro sans frais 1-888-310-4722 ou visitez notre site Internet à l'adresse [www.hsbc.ca](http://www.hsbc.ca)

**Banque HSBC Canada**

885 West Georgia Street  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V6C 3E9  
Téléphone: 604-685-1000  
[www.hsbc.ca](http://www.hsbc.ca)